



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2025

Formations Réseaux
Accompagnement Informations
Partages d'expériences
Intelligence collective
Rencontres Appuis aux projets



Essonne | Val de Marne | Seine et Marne

SOMMAIRE



AVANT PROPOS	4
NOS MISSIONS	6
GOVERNANCE & PARTENAIRES FINANCIERS	7
L'ÉQUIPE	8
LE TERRITOIRE	9
L'ANNÉE 2025 EN CHIFFRES	10
LES AXES DE TRAVAIL	15
Politique de la ville & Réseaux d'acteurs	16
Politiques familiales - Éducation & Jeunesse	22
Linguistique - Intégration & Discriminations	32
Précarité - Santé & Vieillesse	42
Cohésion sociale & Participation habitante	52
Transition & Quartiers - Culture	62
ACTIVITÉ RÉGIONALE	66
ACTIVITÉ NATIONALE	68

* Pour ne pas alourdir le texte, nous nous sommes conformés à la règle qui permet d'utiliser le masculin avec la valeur de neutre.

AVANT PROPOS



L'année 2025 marque une étape déterminante dans le développement et la reconnaissance de Ressources Urbaines. À travers ce rapport d'activité, je suis particulièrement fier de témoigner de la dynamique collective qui nous anime, de l'engagement quotidien de l'équipe et de la confiance renouvelée de nos partenaires institutionnels et territoriaux.

Un rôle renforcé au service des Territoires

Dans un contexte social et territorial toujours plus exigeant, Ressources Urbaines a confirmé et renforcé son rôle d'acteur ressource au service des territoires, des professionnels et des habitants. Les résultats parlent d'eux-mêmes : plus de 360 demi-journées d'intervention, plus de 5 700 participations, et une présence affirmée sur nos trois départements - l'Essonne, la Seine-et-Marne et le Val-de-Marne. Ces chiffres sont le reflet d'une progression significative de notre activité, mais ils traduisent surtout notre capacité à répondre concrètement à des besoins sociaux, éducatifs et territoriaux en constante évolution.

La force de Ressources Urbaines ne se mesure pas qu'en volumes. Elle repose avant tout sur la qualité et la diversité des actions menées, largement reconnues par nos partenaires. En 2025, Ressources Urbaines a poursuivi et amplifié son engagement autour de thématiques essentielles : la médiation et la cohésion sociale, la santé et la lutte contre la précarité, l'évolution de la Politique de la ville, l'ac-



J'adresse mes remerciements à l'ensemble de nos partenaires - institutions, collectivités, associations, professionnels - pour la confiance qu'ils nous accordent et la qualité des collaborations engagées.



compagnement des familles, de la jeunesse et des professionnels, ainsi que l'accueil et l'intégration des publics primo-arrivants, notamment à travers les actions linguistiques et le BOP 104. Ces axes structurants, présents dans l'ensemble de nos territoires d'intervention, démontrent notre capacité à agir à la fois dans la proximité et dans la durée.

Une expertise de terrain reconnue

L'année écoulée a également été marquée par une montée en puissance des accompagnements de terrain. Les appuis sur site se sont fortement développés, révélant une reconnaissance accrue de notre expertise opérationnelle auprès des structures locales, des équipes professionnelles et des collectivités. Parallèlement, les appuis territorialisés ont continué de se renforcer, notamment à travers les dispositifs CTG CAF, la Politique de la ville et les partenariats à l'échelle départementale. Cette double approche - à la fois stratégique et opérationnelle - constitue aujourd'hui l'une des forces majeures de Ressources Urbaines.

Une équipe pleinement engagée

Je souhaite saluer l'engagement remarquable de l'équipe du centre, sa capacité d'adaptation et son sens du collectif. Par son travail quotidien elle contribue à créer des espaces de dialogue, de coopération et de montée en compétences, au service de territoires plus solidaires et plus inclusifs. J'adresse également mes remerciements à l'ensemble de nos partenaires - institutions, col-

lectivités, associations, professionnels - pour la confiance qu'ils nous accordent et la qualité des collaborations engagées.

La valeur essentielle de nos intervenants

Enfin, ma reconnaissance va particulièrement à nos intervenantes et intervenants. Rien ne serait possible sans leur expertise, leur professionnalisme, leur capacité d'adaptation et leur engagement constant sur le terrain. Leur implication, souvent au plus près des réalités locales et des publics, incarne les valeurs de Ressources Urbaines et donne tout son sens à notre mission. La qualité des interventions menées en 2025 leur doit beaucoup. Leur écoute, leur exigence et leur implication, contribuent directement à la pertinence de nos actions.

Ce rapport d'activité reflète une conviction profonde : Ressources Urbaines n'est pas seulement un opérateur d'actions. C'est un véritable acteur du développement social territorial. En 2025, nous avons démontré notre capacité à accompagner les transformations sociales, à soutenir les professionnels et à agir auprès des publics les plus fragiles, avec exigence, humanité et engagement.

C'est avec fierté et détermination que nous poursuivrons, collectivement, cette mission au service des territoires et de leurs habitants.

La Présidente

NOS MISSIONS



Animer des réseaux d'acteurs
en favorisant les échanges de pratiques
et d'expériences...

17 réseaux d'acteurs actifs en 2025

**Accompagner la montée en
compétences des acteurs :**
cycles de formation, conférences-débats,
partage des ressources
et des expériences...

364 demi-journées en 2025

**Diffuser les connaissances
et les expériences :**
fonds documentaires, cartographies,
publications et podcasts...

**Capitalisations disponibles sur
ressources-urbaines.org**



**Une approche transversale des
questions liées aux quartiers
prioritaires**

Ressources Urbaines s'inscrit dans le réseau des 20 Centres de Ressources Politique de la Ville (CRPV) en France. Déployé jusqu'en 2019 sur le seul territoire de l'Essonne, son périmètre d'action s'étend aujourd'hui aux quartiers prioritaires de trois départements : l'Essonne (91), le Val-de-Marne (94) et la Seine-et-Marne (77).

Constitué en association depuis sa création en 2001, Ressources Urbaines s'adresse à l'ensemble des acteurs qui luttent contre les inégalités : les professionnels des collectivités territoriales, les élus locaux, les bailleurs, les associations et les habitants des quartiers populaires.

L'exigence du Centre de Ressources : être au plus près des préoccupations de celles et ceux qui œuvrent en faveur de la cohésion sociale et territoriale dans un dialogue permanent, pour échanger, partager les expériences, professionnaliser mais aussi produire des connaissances et les faire circuler.

En fonction des attentes et des besoins, l'équipe accompagne ces différents acteurs pour faciliter les synergies et élaborer des solutions collectives autour des trois piliers de la Politique de la Ville : **la cohésion sociale, le renouvellement urbain et le cadre de vie.**

GOVERNANCE & PARTENAIRES FINANCIERS



La gouvernance de l'association

La gestion de l'association est assurée par les instances suivantes : l'assemblée générale, le Conseil d'administration et son bureau.

Sylvie LISSORGUES - Présidente
Formatrice, anciennement responsable CLSPD et PRE

François DELOUVRIER - Secrétaire
Ancien chargé de mission développement territorial, Agglomération Évry-Centre-Essonne

Miled ZRIDA - Trésorier, Secrétaire Adjoint
Ancien directeur Politique de la Ville, actions sociales, santé, logement, gens du voyage - Agglomération Paris-Saclay

Les autres membres du Conseil d'administration :

Clotilde BOST, Responsable vie associative et institution, UDAF de l'Essonne

Léa VINCELOT SEGOVIA, Directrice de la Maison de la Banlieue et de l'Architecture

Marc IMBERT, Directeur de l'Éducation, de la Petite Enfance et des Loisirs Éducatifs - Grigny

Anne GUENAULT, anciennement responsable du service Éducation-Loisirs - AD PEP 91

François BARTOLI, Ancien chargé de mission Emploi Insertion

Amal DAOUDI, Directrice générale adjointe Développement territorial et transition écologique Athis-Mons

Cécile FLEUTOT-SANCIER, Coordinatrice Politique de la Ville - Cœur d'Essonne

Sylvie ROGER, Directrice de la cohésion, de l'innovation sociale - Grand Paris Sud

Murielle ZINSOU - Secrétaire adjointe
Directrice de l'Éducation et de la Caisse des écoles, Ville de Corbeil-Essonnes

Nos partenaires financiers

- La préfecture de la Région Île-de-France
- L'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires
- L'Agence Régionale de Santé Île-de-France
- La préfecture et la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités de l'Essonne (DDETS de l'Essonne)
- La préfecture et la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Val-de-Marne (DRIETS du Val-de-Marne).
- La préfecture et la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités de la Seine-et-Marne (DDETS de Seine-et-Marne)
- La DILCRAH (Délégation Interministérielle à la Lutte contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Haine anti-LGBT)
- Les CAF de la Seine-et-Marne et du Val-de-Marne

Ils nous soutiennent

L'association a également perçu les cotisations de 5 collectivités : Communauté d'agglomération Grand-Orly Seine Bièvre, Paris-Saclay, Grand Paris Sud, Cœur d'Essonne, Paris Est Marne & Bois, 7 personnes morales et 16 personnes physiques.

L'ÉQUIPE

Des Compétences au service
de la vie des quartiers



NOS LOCAUX

Dans le cadre de la convention signée par le Conseil départemental de l'Essonne, le Centre de Ressources a bénéficié de l'usage des salles d'accueil du public de la Maison Départementale de l'Habitat. Ressources Urbaines tient à remercier chaleureusement toutes les structures de l'Essonne, du Val-de-Marne et de la Seine-et-Marne pour leur accueil à titre gracieux dans le cadre des formations proposées par le Centre de Ressources.

L'équipe de Ressources Urbaines

Dirigée par Loubna BENHORMA, depuis le mois de septembre 2022, l'équipe de l'association s'est réorganisée.

En 2025 elle était composée de :

- Loubna BENHORMA, directrice
- Ludovic CARPENTIER, directeur-adjoint
- Sophie CORREIA, responsable formation
- Habiba BOUINOU-RAOULT, cheffe de projet
- Magalie NASSE, secrétaire administrative et financière

Ils sont intervenus pour Ressources Urbaines

AD PEP 91 | Agence Régionale de Santé | ANCT | ARCAT | ASSFAM Groupe SOS solidarité | ATD Quart Monde | CFIF | CREDOC | CRIPS | France Addictions | Habitat et Territoires Conseil | La Condition Urbaine | La Croisée des Langues | Langues Plurielles | Le CEFIL | Le RADyA | L'île aux Langues | L'Observatoire des Inégalités | Migrations Santé | OD Formations | Lionel ARNAUD, Professeur à l'Université de Toulouse, Sciences Po Toulouse | Michel BASSET et Anne MICOUD MBConseil | Johanna-Soraya CAYRE BENAMROUCHE, Association Féministes contre le cyberharcèlement | Amadou DIEW, Directeur de La Ligue de l'Enseignement IDF | Laurence DINI, École du Renouveau Urbain | Camille DOSSOU, Docteur en psychopathologie, spécialisé en ethnopsychologie | Renaud EPSTEIN, Sociologue, Professeur à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye | Angélique GOZLAN Docteur en psychopathologie |

LE TERRITOIRE

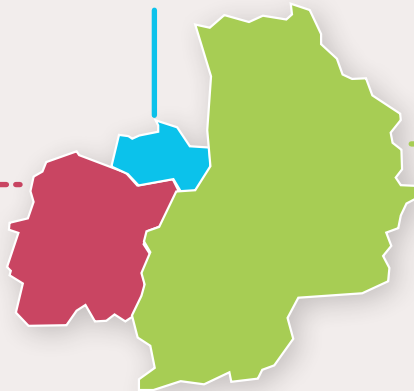
Jusqu'en 2019, l'activité du Centre de Ressources était déployée sur le territoire de l'Essonne. Avec l'élargissement de son périmètre aux départements de la Seine-et-Marne et du Val-de-Marne, l'association est devenue Ressources Urbaines. Depuis, **de nouveaux liens se sont tissés avec les partenaires et acteurs de la Politique de la Ville de ces deux départements et ont été confortés tout au long de l'année 2025.**



94 Val-de-Marne
1,395 million d'habitants
47 quartiers en Politique de la Ville
26 communes concernées
178 448 habitants en QPV
(12,8% de la population)

3 Départements
74 Communes
119 Quartiers

91 Essonne
1,315 million d'habitants
47 quartiers en Politique de la Ville
27 communes concernées
181 017 habitants en QPV
(13,8% de la population)



77 Seine-et-Marne
1,422 million d'habitants
25 quartiers en Politique de la Ville
21 communes concernées
90 909 habitants en QPV
(6,4% de la population)

Solène HUBERSO, Infusion collective | Racky KA-SY, Docteur en psychologie sociale, spécialiste des stéréotypes et de leurs influences néfastes sur la société | Smaïn LAACHER, Sociologue à la fondation Jean Jaurès | Nicolas LAURIOT DIT PREVOST, Sociologue spécialiste des questions politiques publiques | Cassandre LEVERRIER, IRFASE | Nolwenn MALLAIVRE, Spécialiste de la psychologie positive, de la Communication Non-Violente et de la Parentalité | Evangéline MASSON-DIEZ, Sociologue, spécialiste des dynamiques de solidarité et des pratiques d'accueil | Marwan MOHAMMED, Sociologue, chargé de recherche au CNRS | Patrick RAYOU, sociologue et professeur émérite en sciences de l'éducation | Fabien TRUONG, Sociologue, enseignant à l'Université Paris 8.

Un grand merci aux professionnels bénévoles qui sont venus nourrir nos formations.

L'ANNÉE 2025 EN CHIFFRES

5773
participations
en 2025

3163
participants

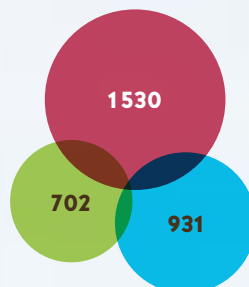
+ 2066
participations par
rapport à 2024

+ 1032
participants par
rapport à 2024

364 demi-journées
d'intervention, soit
+ 96 demi-journées
par rapport à 2024

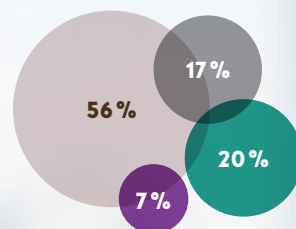
NOMBRE DE PARTICIPANTS DISTINCTS PAR DÉPARTEMENT

- Participants distincts dans le 91
- Participants distincts dans le 94
- Participants distincts dans le 77

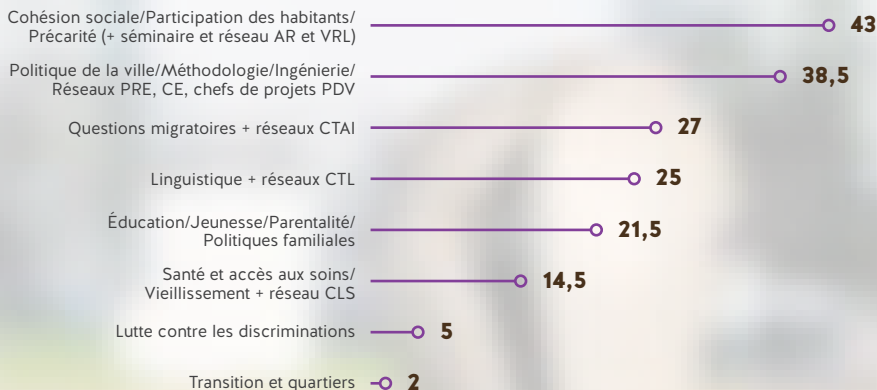


RÉPARTITION PAR MODALITÉ D'INTERVENTION EN 2025

- Actions en proximité territoriale
- Groupes de travail / Ateliers thématiques / Ateliers débats / Ateliers de mise en réseau
- Manifestations à vocation informative (conférences / journées thématiques)
- Sessions de formation

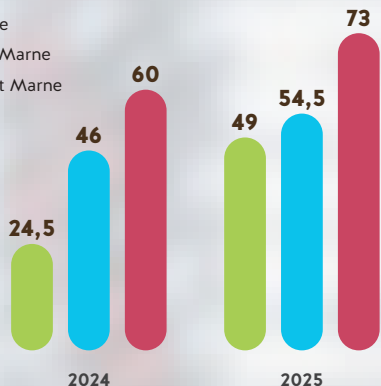


RÉPARTITION DES JOURNÉES D'INTERVENTION PAR THÉMATIQUE



ÉVOLUTION DU NOMBRE DE JOURS D'INTERVENTION SUR CHACUN DE NOS 3 DÉPARTEMENTS ENTRE 2024 ET 2025

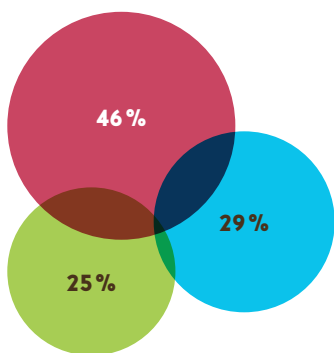
- 91 - Essonne
- 94 - Val de Marne
- 77 - Seine et Marne



L'écart entre les départements tend à se réduire en 2025, notamment grâce à la montée en charge significative de la Seine-et-Marne. Cette augmentation est essentiellement due à l'augmentation des demandes d'accompagnement des collectivités de ce département.

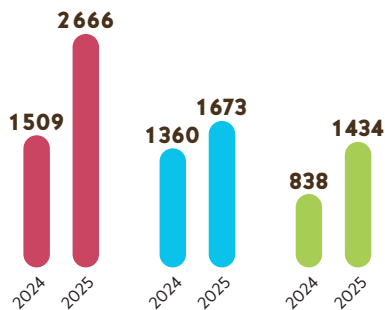
On constate une augmentation de 22% de l'activité en Essonne, de 19% en Val-de-Marne et de 100% en Seine-et-Marne.

RÉPARTITION DES PARTICIPATIONS PAR DÉPARTEMENT



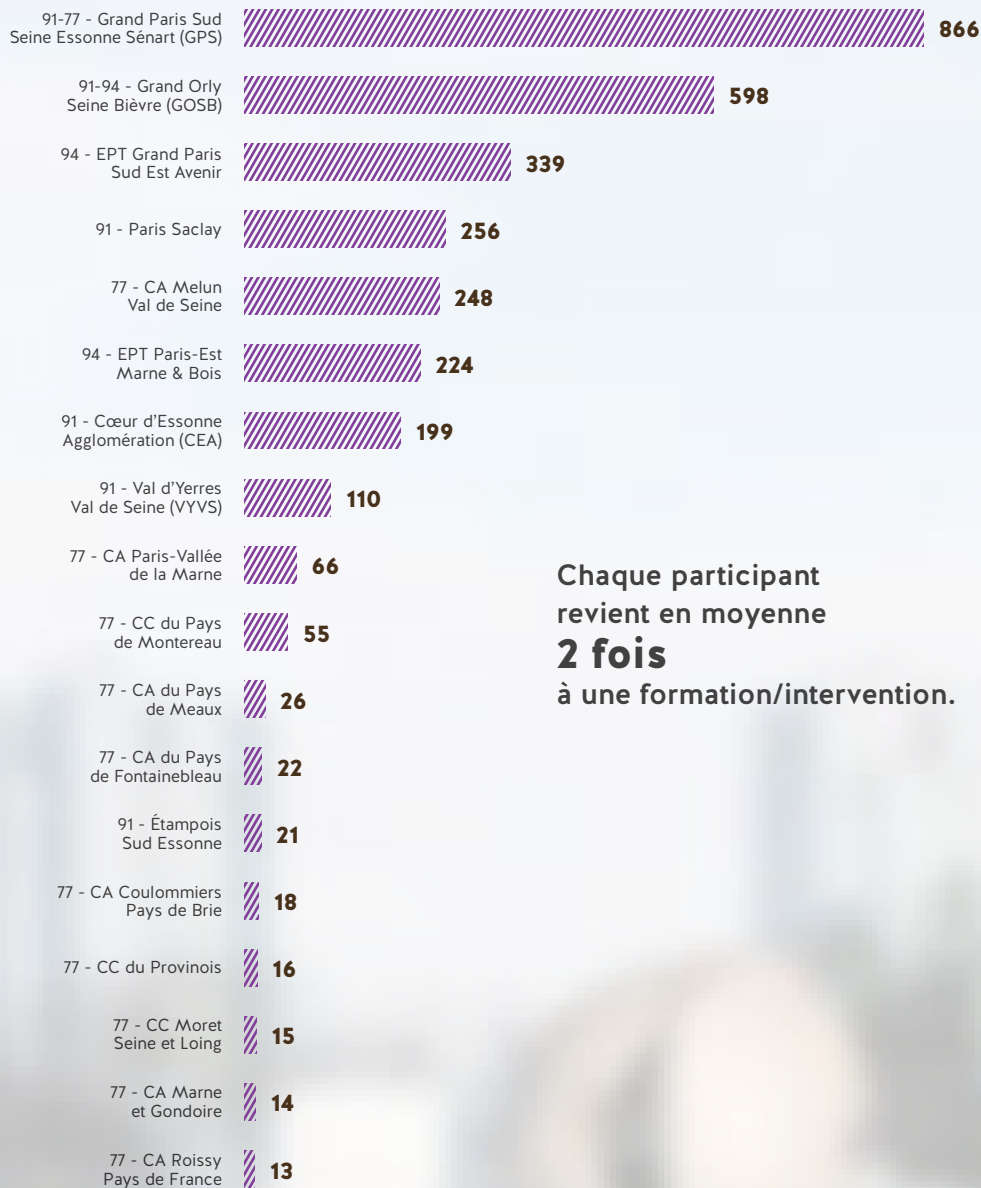
- 91 - Essonne
- 94 - Val-de-Marne
- 77 - Seine-et-Marne

ÉVOLUTION DE LA PARTICIPATION PAR DÉPARTEMENT



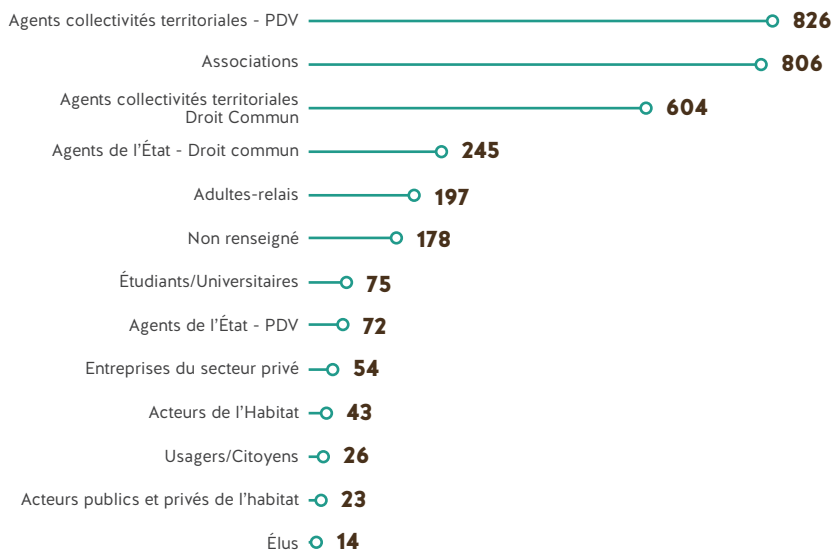
L'ANNÉE 2025 EN CHIFFRES

RÉPARTITION DES PARTICIPANTS DISTINCTS PAR AGGLOMÉRATION

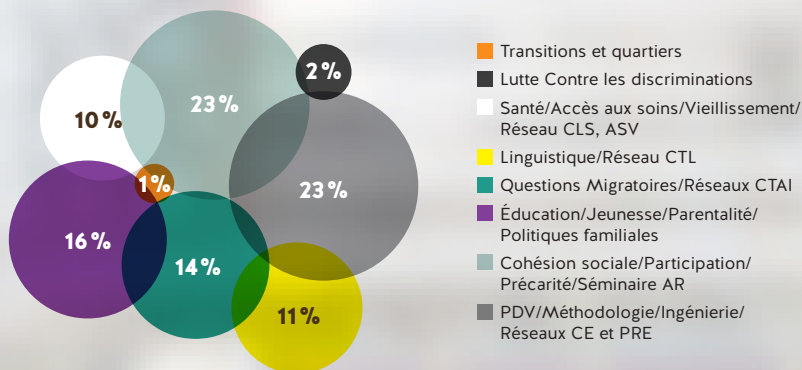


Chaque participant
revient en moyenne
2 fois
à une formation/intervention.

RÉPARTITION DES PARTICIPANTS PAR PROFIL PROFESSIONNEL



RÉPARTITION DES PARTICIPATIONS PAR THÉMATIQUE



VERBATIMS

Merci pour la très grande qualité des intervenants et des formateurs.

Les formations en ingénierie m'ont permis de clarifier mes missions et de créer des outils réellement utiles à mon quotidien professionnel.

Richesse des échanges, clarté des informations, pédagogie participative, diversité des professionnels présents : c'était parfait !

La mise en réseau est essentielle. Elle enrichit nos pratiques et nous permet de poser nos difficultés. On s'entraide, c'est précieux.

UN TAUX
DE SATISFACTION
DE **85 %**

C'est une formation qui nous a apporté beaucoup d'éléments et d'outils pour répondre aux défis que nous, formateurs, rencontrons.

Contenus adaptés, accessibles, avec des échanges sur des cas pratiques fluides.

*Excellents contenus. Un vrai challenge d'aborder cette question tout en rendant l'échange vivant.
Merci.*

Merci pour votre engagement et votre contribution à la réflexion autour des enjeux urbains.

Les échanges ont été particulièrement enrichissants et inspirants.



Nos modalités d'intervention

APPUI TERRITORIALISÉ

L'appui sur site est une approche de proximité. Cette démarche se réfère à l'ensemble des actions destinées à soutenir et à accompagner directement les acteurs d'un même territoire : collectivités territoriales et préfectures essentiellement pour répondre à des besoins spécifiques énoncés par le commanditaire.

MISE EN RÉSEAU

La mise en réseau de pairs désigne le processus par lequel différents acteurs ou professionnels se rassemblent et collaborent pour répondre aux enjeux spécifiques des quartiers. Cela favorise la création de liens, de partenariats, d'échanges de pratiques et de compétences. L'objectif est de favoriser une meilleure synergie et le partage entre des professionnels appartenant à un même corps de métier.

FORMATION

La formation est l'ensemble des actions (conférences, ateliers, cycles thématiques) mises en place pour améliorer les connaissances et la montée en compétences des acteurs intervenant dans les quartiers prioritaires et, plus largement, auprès des publics les plus vulnérables. Ces actions tiennent compte des réalités de ces acteurs afin de répondre à leurs besoins spécifiques et d'améliorer leurs compétences.

POLITIQUE DE LA VILLE & RÉSEAUX D'ACTEURS

En 2025, la Politique de la ville évolue dans un contexte fortement contraint, marqué par l'intensification des fragilités sociales, économiques et territoriales dans les quartiers prioritaires. Les effets persistants de la crise sanitaire, la hausse du coût de la vie et les transformations des trajectoires juvéniles accentuent les besoins des habitants, alors même que les moyens financiers diminuent nettement. La contraction des budgets dédiés et le recul du droit commun fragilisent les équilibres locaux et renforcent la pression sur des acteurs associatifs et institutionnels déjà sollicités.

Dans ce cadre, les territoires restent confrontés à des enjeux majeurs : cohésion sociale, prévention des violences, lutte contre les discriminations, renforcement du lien républicain, dans un climat de défiance croissante envers les institutions. Plus que jamais, la Politique de la ville apparaît comme un levier indispensable pour réduire les inégalités territoriales. Elle doit soutenir des réponses coordonnées, partenariales et innovantes, capables de compenser le désengagement du droit commun et d'assurer la continuité des actions au plus près des habitants.

La mise en œuvre des contrats de ville CEQ 2030 rend aujourd'hui essentiel un accompagnement des territoires dans leur évaluation à mi-parcours. Cet exercice constitue un moment clé pour mesurer l'avancement des

actions, analyser leur impact et ajuster les priorités. Les collectivités et leurs partenaires expriment un besoin croissant de méthodologie, d'outils et de regards extérieurs pour objectiver les résultats. Le cycle d'accompagnement engagé en 2025 sera ainsi prolongé en 2026.

Par ailleurs, les enjeux liés à l'ATFPB (abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties) ont occupé une place centrale dans nos échanges avec bailleurs sociaux et collectivités. En 2025, ce dispositif demeure un levier structurant pour soutenir les actions dans les quartiers prioritaires, tout en faisant l'objet d'une attention accrue de l'État et des partenaires quant à ses modalités d'application. Dans un contexte de fortes tensions financières, il cristallise des attentes importantes en matière de visibilité, de traçabilité et d'impact des actions financées.

Les bailleurs doivent concilier contraintes budgétaires, exigences réglementaires et maintien d'un service de proximité de qualité. Les collectivités, quant à elles, attendent une meilleure cohérence entre les actions déclarées et les priorités territoriales en matière de gestion urbaine, de tranquillité résidentielle et de cohésion sociale. Ces préoccupations partagées confirment le caractère stratégique de l'ATFPB, devenu un outil de dialogue, de pilotage et de coconstruction au sein de la Politique de la ville.

Appuis territorialisés
8 demi-journées

Réseaux d'acteurs
54 demi-journées

Formations
14 demi-journées

Participations
440





LES RÉSEAUX D'ACTEURS DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Tout au long de l'année Ressources Urbaines permet à des professionnels de se réunir dans le cadre de réseaux de pairs. Ces rencontres sont l'occasion de partager et d'échanger sur leurs actualités, leurs problématiques et leurs ressources. Chacun de ces réseaux se rassemble en moyenne 3 à 6 fois par an.

17 RÉSEAUX EN 2025 !

- 3 réseaux de chefs de projet Politique de la ville, Essonne, Val-de-Marne, Seine-et-Marne
6 rencontres - 40 participations
31 chefs de projet PDV
- 1 réseau des coordonnateurs PRE, Essonne
4 rencontres - 50 participations
25 coordonnateurs
- 2 réseaux de référents de parcours PRE, Essonne et Val-de-Marne
9 rencontres - 130 participations
36 référents de parcours
- 3 réseaux des médiateurs adultes-relais Essonne, Val-de-Marne, Seine-et-Marne
6 rencontres - 121 participations
- 1 réseau des Cités Éducatives, Essonne
6 rencontres - 74 participations
- 1 réseau des Troïkas des Cités Éducatives, Val-de-Marne
3 rencontres - 51 participations
- 1 réseau des professionnels de l'accueil et de l'intégration des publics migrants, Essonne
2 rencontres - 52 participations
- 2 réseaux des Coordonnateurs santé, Essonne et Seine-et-Marne
9 rencontres - 75 participations
32 coordonnateurs
- 1 réseau des coordonnatrices Linguistique, Essonne
4 rencontres - 22 participations
7 coordonnatrices
- 1 réseau des formateurs laïcité, Essonne
3 rencontres - 25 participations
15 formateurs
- 1 réseau de responsables Jeunesse, Essonne
2 rencontres - 9 participations



RÉSEAU DE PAIRS

RÉSEAU DES CHEFS DE PROJET POLITIQUE DE LA VILLE - 77

2 rencontres

12 participations
Seine-et-Marne

Le réseau des chefs de projet Politique de la ville de Seine-et-Marne s'est réuni à deux reprises pour sa troisième année de fonctionnement. Les échanges portaient sur l'actualité de la Politique

de la ville et celle des chefs de projet présents, ainsi que sur la programmation des formations proposées par le centre de ressources. Une visite de quartier a également été organisée par le service Renouvellement Urbain de Melun pour présenter le travail réalisé dans le cadre de la rénovation urbaine et de la gestion urbaine et sociale de proximité.

15 MAI | 13 NOVEMBRE

RÉSEAU DE PAIRS

RÉSEAU DES CHEFS DE PROJET POLITIQUE DE LA VILLE - 91

2 rencontres

10 participations
Essonne

Les chefs de projet Politique de la ville de l'Essonne se sont réunis principalement pour réfléchir à leur rôle et à leur positionnement, dans un contexte marqué par l'arrivée de nombreux nouveaux professionnels issus

des territoires récemment intégrés. Les échanges ont notamment porté sur la question de la légitimité des agglomérations et sur la place qu'elles occupent dans la mise en œuvre de la Politique de la ville, en articulation avec les communes.

4 MARS | 6 NOVEMBRE

RÉSEAU DE PAIRS

RÉSEAU DES CHEFS DE PROJET POLITIQUE DE LA VILLE - 94

3 rencontres

18 participations
Val-de-Marne

Le réseau des chefs de projet Politique de la ville du Val-de-Marne s'est réuni à plusieurs reprises autour de préoccupations majeures : les appels à projets, les délais de réponse croissants pour l'attribution des subventions

(mettant en difficulté les porteurs de projets) et la complexité à mobiliser les acteurs dans un contexte de fortes incertitudes budgétaires. Ces rencontres ont néanmoins donné lieu à des échanges de pratiques riches et à une recherche collective de solutions.

5 MAI | 4 NOVEMBRE

APPUI TERRITORIALISÉ

HISTOIRE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE - CAMVS 77

1 rencontre

15 participations
Seine-et-Marne

L'agglomération de Melun a souhaité renforcer la qualification de ses agents en leur proposant un temps dédié à l'histoire et la philosophie de la Politique de la ville afin de mieux comprendre les spécificités de cette politique

publique. Cette rencontre a permis de revisiter les fondamentaux, les principes d'action et les enjeux actuels. Elle a offert un temps précieux pour permettre à chacun de clarifier son rôle, redonner du sens à l'action menée, identifier les perspectives à venir et mieux appréhender les difficultés et points de vigilance liés à la mise en œuvre de la Politique de la ville.

10 MARS



APPUI TERRITORIALISÉ

ACCOMPAGNEMENT POLITIQUE DE LA VILLE - MELUN

2 rencontres

60
participations
Seine-et-Marne

Dans le cadre de la nouvelle contractualisation « Quartiers 2030 », Ressources Urbaines a accompagné la Ville de Melun dans l'élaboration de sa programmation Politique de la ville 2026.

Objectifs : renouveler la dynamique locale, renforcer les coopérations entre acteurs, identifier les priorités et favoriser l'émergence de nouveaux porteurs de projets, notamment municipaux.

Cette démarche, structurée autour d'ateliers thématiques et d'apports théoriques, a permis de construire la programmation 2026 et de fédérer les partenaires autour du nouveau Contrat de ville.

La mission, menée de septembre à novembre 2025, a combiné une demi-journée de cadrage et deux journées de travail centrées sur le bilan 2025, la définition des priorités et la rédaction collective des fiches projets.

21 NOVEMBRE | 9 DÉCEMBRE

FORMATION

ABATTEMENT DE LA TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES (ATFPB)

5 rencontres

67
participations
Val-de-Marne

47
participations
Seine-et-Marne

Une formation pour renforcer la compréhension du dispositif ATFPB, ses enjeux et sa mise en œuvre, notamment en lien avec la gestion urbaine et sociale de proximité.

L'occasion de rappeler le cadre de l'ATFPB, ses règles, son bilan, son articulation avec la gestion urbaine en mode projet et le projet de gestion de l'ANRU. Les échanges ont permis

d'aborder son inscription dans les nouveaux Contrats de ville avec l'apport de l'Union sociale pour l'habitat, ainsi qu'un retour d'expérience du territoire de Melun.

APPUI TERRITORIALISÉ

SÉMINAIRE DÉPARTEMENTAL ATFPB PRÉFECTURE 91

1 rencontre

53
participations
Essonne

Cette rencontre, organisée à la demande de la préfecture de l'Essonne a réuni élus, bailleurs sociaux, services de l'État et acteurs de terrain engagés dans les quartiers prioritaires. Elle a permis de rappeler le cadre national du

dispositif ATFPB (Abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties) et sa déclinaison en Essonne, de valoriser la dynamique partenariale et de partager les repères communs issus du guide départemental de l'ATFPB. Les interventions de la Préfecture et de l'ANCT ont mis en lumière les enjeux de gestion, les axes d'intervention du dispositif et les indicateurs associés.

Témoignages d'acteurs locaux illustrant des modes de coopération, temps de réflexion collective sur les enjeux, les complexités et les solutions possibles pour renforcer l'efficacité de l'ATFPB étaient également au programme de ce séminaire.

2 DÉCEMBRE

20 ET 21 MARS | 7 AVRIL
16 ET 15 JANVIER



CONFÉRENCES INTERDÉPARTEMENTALES

« LES QUARTIERS DITS PRIORITAIRES LE SONT-ILS TOUJOURS ? »

33
participations

Dans un contexte de recul de la Politique de la ville, cette conférence de Renaud EPSTEIN, sociologue et professeur à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, spécialiste reconnu de la Politique de la ville et membre de plusieurs instances nationales de référence, a mis en lumière les causes de la disparition progressive des quartiers prioritaires de l'agenda politique. En établissant la liste des transformations de l'action publique et leurs effets sur les quartiers populaires, il ouvre un débat sur les leviers de mobilisation locale des politiques publiques tout en s'appuyant sur une mise en perspective historique pour analyser la situation actuelle.

12 JUIN

**Écoutez l'intégralité
de cette conférence ici**



« GRANDS ENSEMBLE »

75
participations

Ressources Urbaines a organisé une conférence-débat autour de l'ouvrage « Grands ensemble », de Fabien TRUONG, issu d'une enquête sociologique de dix ans à Grigny. Cette rencontre a proposé un éclairage approfondi et nuancé sur la vie des quartiers populaires, loin des représentations simplificatrices souvent associées à ces territoires.

L'analyse de trajectoires individuelles et collectives, a mis en lumière les effets des violences structurelles - pauvreté, stigmatisation, rapports à la police, discriminations -, mais aussi les formes de solidarités, de résistances et d'espoirs des habitants. Le temps d'échange avec la salle, en dialogue avec les représentants de la Ville de Grigny, a permis de croiser le regard de chercheurs, d'acteurs institutionnels et de professionnels, et de nourrir la réflexion sur les enjeux contemporains de la Politique de la ville.

3 OCTOBRE

**Écoutez l'intégralité
de cette conférence ici**



FORMATION

FORMATION ÉVALUATION DES CONTRATS D'ENGAGEMENT « QUARTIER 2030 »

2 rencontres

50
participations

À la demande de la préfecture de Région, Ressources Urbaines a proposé et animé un cycle de qualification consacré à l'évaluation des Contrats de ville (Contrats d'Engagement « Quartiers 2030 »). Ce cycle s'adressait aux délégués du Préfet, aux services de l'État concernés et aux chefs de projet Politique de la ville des communes et des agglomérations.

Ces deux journées de formation avaient pour objectif de clarifier les enjeux et les attentes réalistes liées à l'évaluation des Contrats de ville, de distinguer les démarches de suivi, d'observation et d'évaluation, et de doter les participants de méthodes et d'outils communs. Les travaux ont porté sur les différents registres de l'évaluation (pertinence, efficacité, effets, durabilité), sur l'usage approprié des indicateurs quantitatifs et qualitatifs, l'articulation entre le niveau local et régional, ainsi que sur la place des acteurs, en particulier des habitants, dans les démarches évaluatives.

Ce cycle a permis de mettre en place des repères communs et de renforcer une culture partagée de l'évaluation au service du pilotage des Contrats de ville. Une troisième journée, dédiée à l'approfondissement et à la mise en pratique des outils d'évaluation est prévue en 2026.

19 ET 20 NOVEMBRE

POLITIQUES FAMILIALES ÉDUCATION & JEUNESSE

En 2025, Ressources Urbaines a consolidé et enrichi l'accompagnement et l'animation de plusieurs réseaux de professionnels éducatifs : référents et coordonnateurs des Programmes de Réussite Éducative (PRE), responsables jeunesse, équipes des Cités éducatives et acteurs des Conventions Territoriales Globales de la CAF. Ces espaces ont été essentiels pour rompre l'isolement des professionnels, mutualiser les pratiques et partager les problématiques de terrain.

Les rencontres départementales et les appuis sur site ont aussi permis de consolider une culture commune de l'action éducative territoriale, fondée sur la coopération entre acteurs opérationnels et institutions.

Les échanges ont mis en lumière des enjeux forts de lisibilité et d'articulation entre dispositifs (PRE, Cités éducatives, CTG, PEDT...) dans un paysage institutionnel parfois complexe, marqué par un droit commun fragilisé et des incertitudes budgétaires. La clarification des rôles, un pilotage territorial cohérent et une gouvernance partagée apparaissent comme des leviers pertinents pour dépasser les difficultés.

Les troubles psychiques, le handicap et les vulnérabilités des publics constituent en outre une préoccupation majeure des acteurs éducatifs qui se trouvent confrontés à une offre de soins insuffisante. Les actions menées (accompagnement à Brétigny-sur-Orge, formations sur la santé mentale, prévention du harcèlement à Créteil...) traduisent la volonté de mieux outiller les professionnels, de renforcer la coéducation avec les familles et d'ancrer la prévention dans les pratiques professionnelles.

Les formations autour des questions de parentalité montrent que l'approche transculturelle et l'ambition d'inclusion constituent des axes structurants pour bâtir une alliance éducative élargie et de qualité.

Les acteurs des politiques jeunesse locales plaident quant à eux pour une coordination renforcée à l'échelle locale, une formation accrue des équipes et une meilleure lisibilité de l'offre destinée aux jeunes et aux familles.

Enfin, nous jouons un rôle clé d'interface et de qualification dans les accompagnements proposés dans le cadre des CTG du 94 et du 77. Nous contribuons ainsi à diffuser les logiques de travail en réseau, d'analyse des pratiques, de coconstruction et de montée en compétences.

Appuis territorialisés
61 demi-journées

Réseaux d'acteurs
28 demi-journées

Formations
12 demi-journées

Participations
1821





RÉSEAU DE PAIRS

RÉSEAU DES RÉFÉRENTS PRE - 91

5 rencontres

81
participations
Essonne

Les membres du réseau ont pu mutualiser leurs ressources, leurs outils et aboutir à leur enquête sur les missions des référents de parcours. Ils ont abordé les initiatives portées en matière de santé et échangé sur

les activités qu'ils mènent spécifiquement en période de vacances scolaires.

6 FÉVRIER | 3 AVRIL | 19 JUIN
11 SEPTEMBRE | 6 NOVEMBRE

RÉSEAU DE PAIRS

RÉSEAU DES RÉFÉRENTS PRE - 94

4 rencontres

49
participations
Val-de-Marne

Le réseau a permis de partager les actualités et le fonctionnement des PRE, la mutualisation des partenariats et des intervenants et un retour sur les formations suivies. Le groupe a également travaillé sous forme

d'« échanges de pratiques » autour des thèmes suivants : le partenariat avec l'ASE et l'accompagnement des parents. Lors d'une rencontre, référents et coordonnateurs se sont réunis afin de réfléchir ensemble aux valeurs, forces et réalisations des différents PRE et aboutir à une représentation partagée.

17 MARS | 26 MAI | 29 SEPTEMBRE
17 NOVEMBRE

RÉSEAU DE PAIRS

RÉSEAU DES COORDONNATEURS PRE 91

5 rencontres

50
participations
Essonne

En 2025, les coordonnateurs du PRE de l'Essonne se sont réunis pour échanger sur l'évolution du dispositif et les difficultés rencontrées. Les discussions ont porté sur l'articulation avec les Cités éducatives, les enjeux

de complémentarité, de gouvernance et de lisibilité, ainsi que les craintes de voir le PRE se diluer dans des cadres trop institutionnels.

La montée des problématiques de santé mentale chez les enfants et les jeunes a été un sujet majeur. Les coordonnateurs ont rappelé les limites du PRE, mis en évidence le manque d'offre de soins, la complexification des situations depuis la crise sanitaire et les risques de dépassement du périmètre de leur intervention.

Un échange avec la Préfète déléguée à l'Égalité des chances et l'ANCT a permis d'aborder les inquiétudes du réseau : incertitudes budgétaires, fragilisation du droit commun, articulation complexe avec les Cités éducatives, précarisation des familles, hausse des troubles psychiques, du décrochage et des notifications MDPH. Ces rencontres ont constitué des espaces essentiels de partage et de réflexion sur l'évolution des PRE.

7 FÉVRIER | 4 AVRIL | 20 JUIN | 3 OCTOBRE
5 DÉCEMBRE



RÉSEAU DE PAIRS

RÉSEAU DES RESPONSABLES JEUNESSE – 91

2 rencontres

9 participations
Essonne

Pour échanger sur les enjeux majeurs des politiques jeunesse dans un contexte de contraintes budgétaires et d'attentes accrues.

Les participants ont exprimé de fortes préoccupations : fragilisation des associations et centres sociaux, baisse des subventions, arbitrages entre gestion associative et régie pour sécuriser équipes et projets, ainsi que la nécessité de rendre les services jeunesse plus lisibles.

Enfin, les rencontres ont largement porté sur l'évolution des besoins des publics, en particulier l'augmentation des problématiques de santé mentale et de handicap chez les jeunes, et le sentiment de forte exposition des équipes. Les échanges ont mis en évidence l'urgence de renforcer la formation des professionnels et les partenariats avec les acteurs spécialisés, tout en rappelant les limites d'intervention des services jeunesse.

Des enjeux opérationnels ont été soulevés : organisation des services, annualisation du temps de travail, gestion des horaires atypiques, dématérialisation et charge administrative accrue due à la multiplication des dispositifs.

Les responsables ont alerté sur l'évolution des besoins : hausse des problématiques de santé mentale et de handicap, forte exposition des équipes. Ils ont souligné l'importance de renforcer formation, prévention (dont compétences psychosociales) et partenariats spécialisés, tout en rappelant les limites du champ des services jeunesse.

Ces rencontres ont ainsi constitué un espace essentiel pour partager les pratiques, rompre l'isolement et réfléchir collectivement à l'adaptation des politiques locales.

6 FÉVRIER | 4 NOVEMBRE

RÉSEAU DE PAIRS

CITÉS ÉDUCATIVES DE L'ESSONNE

6 rencontres

74 participations
Essonne

Cette année, six nouvelles Cités labellisées ont rejoint notre réseau. Les chargés de mission Éducation nationale et les chefs de projet des 12 Cités éducatives se sont réunis régulièrement pour partager ressources et

actualités, mutualiser leurs pratiques et échanger sur l'organisation de leurs Cités. Ils ont également débattu de thèmes communs tels que la place des parents,

la santé mentale ou encore les inégalités scolaires. À leur demande, nous avons aussi réuni l'Éducation nationale, la Préfecture et l'ANCT pour un temps d'échanges consacré aux financements, aux appels à projets, aux évaluations, aux revues de projets et aux difficultés liées aux changements budgétaires.

**3 FÉVRIER | 31 MARS | 10 AVRIL | 30 JUIN
19 SEPTEMBRE | 20 NOVEMBRE**



RÉSEAU DE PAIRS

ACCOMPAGNEMENT DE DEUX GROUPES DE TRAVAIL - CRÉTEIL - 94

1 rencontre

26

participations
Val-de-Marne

Groupe de travail
« **Protocole de prise en charge du harcèlement** »

L'accompagnement débuté en 2024 a permis d'élaborer un protocole partagé sur les situations de harcèlement, destiné à l'ensemble des professionnels de Créteil. Ce document, corédigé par l'Éducation nationale, la Ville et les associations sous l'impulsion de la Cité éducative, s'accompagne de deux plaquettes présentant les ressources utiles pour les professionnels et les familles confrontés à ces situations. Ces outils ont été présentés à la suite d'une conférence d'Angélique GOZLAN, psychologue spécialisée dans l'accompagnement des victimes de harcèlement, qui a souligné l'importance de l'alliance éducative pour agir efficacement.

10 FÉVRIER

2 rencontres

41

participations

Groupe de travail
« **Jeunesse** »

Les professionnels de la Ville, de l'Éducation nationale et des associations de Créteil ont formalisé des projets structurants afin de répondre aux problématiques majeures identifiées lors de leur analyse-diagnostic partagée sur la situation de la jeunesse à Créteil. Ces actions ont été proposées dans le cadre de l'appel à projet de la Cité Éducative.

14 FÉVRIER | 25 MARS

APPUI TERRITORIALISÉ

SÉMINAIRE DES CITÉS ÉDUCATIVES NOUVELLEMENT LABELLISÉES - 91

2 rencontres

119

participations

78

participations
Savigny-sur-Orge

41

participations
Massy

Ressources Urbaines a accompagné les villes de Savigny-sur-Orge et de Massy dans l'animation de leur séminaire de lancement des Cités éducatives, suite à leur labellisation. Ces deux journées ont réuni les associations, les services municipaux et l'Éducation nationale autour de plusieurs objectifs : comprendre la démarche à l'échelle du territoire, élaborer un diagnostic thématique partagé, cartographier les actions déjà existantes et imaginer des projets complémentaires répondant aux besoins identifiés.

10 JANVIER | 23 JANVIER

APPUI TERRITORIALISÉ

INITIATION À L'ÉVALUATION - CITÉ ÉDUCATIVE DE LONGJUMEAU - 91

1 rencontre

58

participations
Essonne

La Cité éducative de Longjumeau a réuni tous ses acteurs pour une journée d'Hackathon afin de les sensibiliser sur plusieurs thématiques : compétences psychosociales, intérêt éducatif des jeux de société et évaluation

des projets portés dans le cadre de la Cité. Des pistes de nouvelles actions ont aussi émergé, pour enrichir l'appel à projet 2026 de la Cité !

7 OCTOBRE



APPUI TERRITORIALISÉ

JOURNÉE DÉPARTEMENTALE « RENTRÉE DES CITÉS ÉDUCATIVES » - 91

1 rencontre

107
participations
Essonne

La Préfecture de l'Essonne et l'Inspection Académique nous ont sollicités pour préparer et co-animer à leurs côtés cette rentrée des Cités sur le thème de l'émancipation. Le matin, les six Cités éducatives les plus anciennes ont présenté leurs actions phares liées à cette thématique. Patrick RAYOU, sociologue et professeur émérite en sciences de l'éducation à l'université Paris 8, a ensuite donné une conférence sur « *Les freins à l'ambition scolaire en éducation prioritaire et les leviers mobilisables* ». L'après-midi, les participants ont découvert diverses initiatives éducatives portées par les Cités et leurs partenaires, couvrant notamment les projets culturels, l'égalité femmes-hommes ou encore l'accompagnement à la parentalité.

15 OCTOBRE

APPUI TERRITORIALISÉ

COMMISSIONS DE LA CITÉ ÉDUCATIVE - 94

3 rencontres

116
participations
Val-de-Marne

La Cité éducatrice du Bois l'Abbé, à Champigny-sur-Marne et Chennevières-sur-Marne, a souhaité renforcer les liens entre les acteurs du quartier : association, services des deux villes et l'Éducation nationale, autour de la démarche Cité. La Troïka et les chargés de mission ont rappelé l'organisation, le périmètre, les objectifs du label et les priorités pour l'appel à projet 2026.

APPUI TERRITORIALISÉ

SÉMINAIRE DE LA CITÉ ÉDUCATIVE - VILLENEUVE-SAINT-GEORGES - 94

1 rencontre

56
participations
Val-de-Marne

La Cité éducatrice de Villeneuve-Saint-Georges a réuni l'ensemble de ses acteurs pour faire le bilan des commissions thématiques ayant mené des projets en 2025. Une nouvelle organisation autour de grands axes, comme la petite enfance ou le bien-être a été proposée afin de renforcer la cohérence des actions partenariales. Cette rencontre a également permis de créer une commission dédiée à l'orientation, en préparation de l'appel à projet 2026.

La journée s'est conclue par une sensibilisation à la santé mentale des enfants et des jeunes, en particulier ceux vivant en QPV.

10 NOVEMBRE

Deux commissions thématiques - parentalité et santé - ont été créées. Après un temps d'interconnaissance, les professionnels ont identifié les problématiques en lien, recensé les initiatives existantes et imaginé de nouveaux projets partenariaux pour lever les freins repérés. Certains seront déployés dès 2026 dans le cadre de la Cité éducatrice.

17 ET 25 NOVEMBRE | 8 DÉCEMBRE



RÉSEAU DE PAIRS

SÉMINAIRE ET RENCONTRE RÉSEAUX DES TROÏKAS DES CITÉS ÉDUCATIVES - 94

Séminaire

23
participations

Réseaux

51
participations
Val-de-Marne

La préfecture du Val-de-Marne a souhaité lancer le réseau des Troïkas des Cités éducatives afin de favoriser des rencontres régulières entre les équipes opérationnelles (chefs de projet côté villes et chargés de mission pour l'Éducation nationale), délégués du Préfet et chefs de file. Un premier séminaire, en présence de la

Préfète déléguée, de la DGESCO et de l'ANCT, a renforcé l'interconnaissance et permis des échanges ouverts sur le label, ses attendus et ses évolutions. Les temps de réseau ont permis de valoriser des projets structurants du Département, de mieux comprendre l'organisation et la comitologie de chaque Cité éducative, de partager les actualités locales et nationales, et d'échanger des conseils face aux éventuelles difficultés rencontrées.

SÉMINAIRE : 15 MAI

RÉSEAUX : 23 SEPTEMBRE | 18 NOVEMBRE

APPUI TERRITORIALISÉ

SÉMINAIRE CITÉ ÉDUCATIVE - 77

1 rencontre

57
participations
Seine-et-Marne

La Cité éducatrice de Melun, Le Mée-sur-Seine et Dammarie-lès-Lys a réuni les acteurs associatifs, les équipes de l'Éducation nationale et les services des trois villes pour les fédérer autour de ses objectifs

prioritaires et renforcer leurs liens partenariaux. Les professionnels ont ainsi pu partager des constats, des enjeux et des problématiques, identifier les actions existantes pour lever les difficultés sur les quatre axes prioritaires de la Cité :

- Prévention, harcèlement, addictions
- Insertion, découverte des métiers
- Parentalité
- Santé, santé mentale, handicap, inclusion

Ces réflexions et cet état des lieux permettront de nourrir l'appel à projet 2026 en menant des actions complémentaires à l'existant.

7 NOVEMBRE





FORMATION

CYCLE DE FORMATION « PARENTALITÉ, CO-ÉDUCATION ET INTERCULTURALITÉ »

6 rencontres

84 participations
Essonne

58 participations
Val-de-Marne

Trois journées de qualification ont été organisées autour de trois modules :

- l'accompagnement à la parentalité pour renforcer des relations coéducatives efficaces ;
- l'approche transculturelle dans l'accompagnement éducatif, incluant les effets de la culture d'origine et du parcours migratoire sur la parentalité et les enfants ;

• l'analyse de capsules cliniques et l'appropriation d'outils favorisant la relation entre parents et professionnels.

2, 4 ET 11 DÉCEMBRE
23 ET 30 SEPTEMBRE | 2 OCTOBRE



APPUI TERRITORIALISÉ

ACCOMPAGNEMENT DU HANDICAP – BRÉTIGNY – 91

52 participations
Essonne

Ressources Urbaines a accompagné la Ville de Brétigny pour renforcer les compétences des agents dans l'accueil d'enfants à besoins particuliers ou en situation de handicap sur les temps périscolaires. Cette action s'inscrit dans une démarche ancienne visant à sécuriser les pratiques et soutenir des professionnels confrontés à des situations de plus en plus complexes.

L'intervention visait à développer une culture commune du handicap, consolider les postures

professionnelles des animateurs et ATSEM, favoriser le partage d'expériences et renforcer la relation avec les familles, tout en offrant des espaces de recul pour maintenir une approche éducative bienveillante.

L'accompagnement a débuté en 2025 par un séminaire réunissant agents, élus et partenaires. Il se poursuivra en 2026 avec un cycle d'analyses de pratiques mobilisant près de 100 agents. L'objectif est d'ancrer durablement ces outils et cette dynamique au sein des services éducatifs municipaux.

15 NOVEMBRE



APPUI TERRITORIALISÉ

ACCOMPAGNEMENT PRE - CAMVS MELUN

1 rencontre

15
participations
Seine-et-Marne

À la demande de l'agglomération de Melun, Ressources Urbaines a animé une demi-journée sur les fondamentaux du Programme de Réussite Éducative (PRE) dans le cadre du pilotage intercommunal des Contrats de ville. L'objectif était de réaffirmer les principes du dispositif et de renforcer son articulation avec les politiques de droit commun et les orientations nationales.

La séquence a rappelé le cadre législatif, les objectifs du PRE – coopération des acteurs, continuité éducative, parcours adaptés – et son fonctionnement, de l'identification des fragilités à la construction de réponses concertées avec les familles. Les échanges ont aussi porté sur les publics prioritaires, la gouvernance et les conditions de portage intercommunal.

Ce temps de qualification a permis de partager des repères communs, de clarifier les rôles et de consolider une approche collective et structurée du PRE au service des enfants et des familles du territoire.

10 MARS

APPUI TERRITORIALISÉ

CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE (CTG) DE LA CAF - 94

14 rencontres

230
participations
Val-de-Marne

Poursuite de l'accompagnement des chargés de coopération et des professionnels impliqués dans la CTG du Val-de-Marne avec :

- **3 rencontres de réseau** : partage de ressources, d'enjeux et d'actualités (70 participations)
- **8 modules d'ingénierie** : évaluation, management et stratégie de la CTG (114 participations)
- **3 formations** : insertion des jeunes, accompagnement des enfants en situation de handicap, animation de la vie sociale et place des habitants dans la CTG (46 participations).

Ce programme a renforcé les liens entre chargés de coopération et conseillers territoriaux de la CAF, consolidé leurs compétences d'ingénierie sur les enjeux clés de la CTG et permis d'approfondir des thématiques essentielles aux pratiques quotidiennes.

14 JANVIER | 23 MAI | 10 OCTOBRE
11 FÉVRIER | 11, 17 ET 19 MARS | 4 AVRIL
16 MAI | 17 JUIN | 29 SEPTEMBRE | 21 MARS
19 SEPTEMBRE | 20 NOVEMBRE



APPUI TERRITORIALISÉ

CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE (CTG) DE LA CAF – 77

14 rencontres

346 participations
Seine-et-Marne

Après son lancement fin 2024, le programme d'accompagnement a été déployé en 2025 sur l'ensemble des collectivités de Seine-et-Marne signataires d'une CTG en partenariat avec les Chargées de Conseil et de

Développement de la CAF. Il a combiné :

- **3 rencontres réseau** : interconnaissance et partage des pratiques, des ressources et des problématiques rencontrées.
- **5 modules d'ingénierie** : défis liés à la programmation et au renouvellement des CTG, attendus de la CAF en matière de méthodologie et d'évaluation.
- **6 journées de qualification** : trois formations sociologiques ont actualisé les connaissances sur l'évolution de l'enfance, l'éducation, la jeunesse et le rapport familles-institutions. Trois autres thématiques prioritaires par les professionnels ont complété la programmation : parentalité et co-éducation, animation de la vie sociale et place des habitants dans le CTG, santé mentale des enfants et adolescents.

24 JANVIER | 8 AVRIL | 24 NOVEMBRE
18 MARS | 3 AVRIL | 5 JUIN | 7 OCTOBRE
18 NOVEMBRE | 5 FÉVRIER | 11 MARS | 2 JUIN
25 SEPTEMBRE | 9 OCTOBRE | 12 DÉCEMBRE



LINGUISTIQUE - INTÉGRATION & DISCRIMINATIONS

La linguistique, l'intégration et la lutte contre les discriminations sont des enjeux majeurs des Politiques de la ville et de la cohésion sociale, dans un contexte marqué par l'évolution des migrations, la diversité des publics et la complexité des démarches administratives et sociales. Pour les personnes migrantes, l'apprentissage du français est un levier central d'autonomie, d'accès aux droits, d'insertion socio-professionnelle et de participation à la vie citoyenne. Il ne s'agit pas seulement d'acquérir des compétences linguistiques, mais de s'appropriier les codes sociaux, culturels et institutionnels nécessaires à une installation durable sur le territoire.

En outre, l'intégration mobilise de nombreux acteurs intervenant dans des champs multiples - logement, emploi, santé, éducation, parentalité ou encore l'accès aux droits - et requiert une coordination renforcée, des pratiques professionnelles adaptées et une mise à jour permanente des connaissances juridiques et institutionnelles. Le développement des Contrats Territoriaux d'Accueil et d'Intégration (CTAI) illustre la volonté de structurer des réponses à l'échelle locale, en s'appuyant sur les dynamiques partenariales et l'expertise des acteurs de terrain.

L'année 2025 s'inscrit dans une période de transition liée à la loi du 26 janvier 2024 sur l'immigration et l'intégration. Si cette loi redéfinit les parcours d'apprentissage du français, les conditions d'accès au séjour et les exigences d'intégration, ses décrets d'application entreront progressivement en vigueur à partir de 2026. Cette évolution renforce les besoins d'information, de formation et d'accompagnement des acteurs, afin d'anticiper les impacts concrets de ces réformes sur les publics et les dispositifs.

Les actions portées en 2025 visent ainsi à soutenir les professionnels, à renforcer les réseaux territoriaux et à favoriser des parcours d'intégration plus justes, cohérents et respectueux des droits.

Enfin, la lutte contre les discriminations demeure un enjeu transversal et indissociable des parcours d'intégration. Qu'elles soient liées à l'origine, à la langue, au genre, au statut administratif ou aux conditions sociales, les discriminations sont des freins majeurs à l'égalité des droits et à l'accès aux dispositifs de droit commun. Elles appellent une vigilance accrue, un travail de sensibilisation des professionnels et le développement d'outils favorisant des pratiques plus inclusives.

Appuis territorialisés
5 demi-journées

Réseaux d'acteurs
6 demi-journées

Conférences/Forums
4 demi-journées

Formations
104 demi-journées

Participations
1386





APPUI TERRITORIALISÉ

SÉMINAIRES ET LANCEMENT DU RÉSEAU DES ACTEURS DU CTAI DE LA CAMVS - 77

3 rencontres

87

participations
Seine-et-Marne

Dans le cadre de la préfiguration du CTAI de l'Agglomération Melun Val de Seine, Ressources Urbaines a contribué au diagnostic territorial aux côtés d'une sociologue et a co-organisé deux séminaires

réunissant des acteurs de l'intégration. Ces rencontres, rassemblant des intervenants de différents domaines (hébergement, logement, éducation, emploi, accès aux droits, santé, linguistique), ont permis de :

- construire un diagnostic partagé sur l'accueil et l'accompagnement des primo-arrivants ;
- faire émerger les problématiques propres à chaque secteur ;
- identifier des préconisations opérationnelles relevant du CTAI ;
- élaborer des fiches actions thématiques.

Les groupes de travail ont mis en évidence un fort besoin en formations et en rencontres régulières entre acteurs. Dans cette continuité, Ressources Urbaines a proposé d'organiser des temps de réseau et de concevoir un plan de formation adapté aux enjeux de l'accueil et de l'accompagnement des primo-arrivants.

SÉMINAIRES : 12 FÉVRIER | 5 MARS
RÉSEAU : 17 OCTOBRE

RÉSEAU DE PAIRS

RÉSEAU DES ACTEURS DU CTAI DE GRAND PARIS SUD

2 rencontres

53

participations
Essonne

Dans le cadre du CTAI, Ressources Urbaines a animé deux temps forts destinés à structurer et dynamiser le réseau des acteurs de l'intégration de Grand Paris Sud.

• Réunion de lancement - 6 février

Cette rencontre a rassemblé des partenaires institutionnels et associatifs pour engager une réflexion commune autour des préconisations du Livre blanc de l'intégration et identifier celles pouvant être mises en œuvre localement.

• Rencontre du réseau - 1^{er} octobre

Près de quarante participants ont poursuivi les travaux engagés, en travaillant à la priorisation des propositions issues du premier temps d'échange. Plusieurs groupes thématiques ont alors été constitués pour élaborer des fiches actions en vue de leur mise en œuvre opérationnelle.

6 FÉVRIER | 1 OCTOBRE

FORMATION

DROIT DES ÉTRANGERS

1 rencontre

30

participations
Essonne

Dernière journée d'un cycle de formation de 3 jours sur le droit des étrangers, fin 2024, qui portait notamment sur le droit au séjour en France des bénéficiaires de la protection internationale, sur les mesures d'éloignement et la

spécificité des ressortissants européens.

13 JANVIER



RÉSEAU DE PAIRS

RÉSEAU DES COORDINATIONS LINGUISTIQUES TERRITORIALES - 91

4 rencontres

16 participations
Essonne

Ces rencontres, dédiées au partage d'actualités et à l'expression des besoins en formation des formateurs, ont permis d'accueillir des intervenants extérieurs venus présenter des dispositifs liés

à l'apprentissage du français. Les thématiques abordées ont notamment porté sur :

- la collaboration avec les prestataires de l'OFII pour faciliter les suites de parcours ;
- un échange de pratiques avec une CTL hors Essonne ;
- l'organisation du forum linguistique du 30 juin, qui a valorisé le travail des CTL et ouvert des discussions sur l'intelligence artificielle, l'insertion socioprofessionnelle ainsi que les projets culturels en lien avec l'apprentissage du français.

27 JANVIER | 17 MARS | 6 MAI | 5 JUIN

FORMATION

PARENTALITÉ ET DROIT DES ÉTRANGERS

1 rencontre

24 participations
Essonne

« Informer et accompagner les familles »

Une journée de formation pour appréhender le regroupement familial et la réunification familiale, comprendre la notion

d'entrée régulière sur le territoire français et identifier les prestations sociales pouvant être sollicitées par les parents.

4 FÉVRIER

FORMATION

DROIT DES ÉTRANGERS

3 rencontres

62 participations
Essonne

« Demande et renouvellement des titres de séjours »

Découvrir les différents motifs de droit au séjour, comprendre comment composer un dossier de demande de titre de séjour, appréhender les règles de renouvellement des titres de séjour, connaître les différentes plateformes numériques liées aux demandes de titre de séjour, anticiper les blocages dans les dossiers de demande/ renouvellement et savoir réagir en cas de blocage... *Au regard de la très forte demande des acteurs du territoire, cette formation a été organisée à trois reprises en présentiel et a donné lieu à l'organisation de deux webinaires (696 participants).*

11 AVRIL | 27 MAI
14 NOVEMBRE

Accéder à la ressource
sur notre site internet



FORMATION

ACCOMPAGNEMENT JURIDIQUE DES PERSONNES ÉTRANGÈRES VICTIMES DE VIOLENCES

2 rencontres

47 participations
Essonne

Deux jours de formation ont permis de renforcer les compétences des professionnels pour mieux accompagner les personnes étrangères victimes de violences, en comprenant leur parcours et en les orientant vers les partenaires ou procédures adaptés.

24 ET 27 JANVIER



FORMATION

DROIT AU LOGEMENT

2 rencontres

48
participations
Essonne

Comprendre les fondements et la logique du droit au logement, connaître les différentes procédures d'accès et les dispositifs d'hébergement/logement, savoir réaliser un diagnostic socio-juridique pour adapter les demandes aux situations rencontrées.

15 ET 16 SEPTEMBRE

FORMATION

SANTÉ MENTALE DES MIGRANTS

2 rencontres

26
participations
Essonne

Deux jours pour comprendre les dimensions de la santé (OMS) et leurs effets sur l'accompagnement social, repérer les facteurs culturels et migratoires liés à l'isolement, analyser l'impact de l'exil sur la santé psychique et développer des outils d'écoute adaptés.

13 NOVEMBRE | 11 DÉCEMBRE

FORMATION

ÉLOIGNEMENT ET TROUBLE À L'ORDRE PUBLIC

1 rencontre

19
participations
Essonne

Comprendre les différentes mesures d'éloignement du territoire et comprendre la notion de menace à l'ordre public en droit administratif et appréhender ses conséquences.

2 JUIN

FORMATION

DROITS SOCIAUX DES ÉTRANGERS

1 rencontre

37
participations
Essonne

« Comprendre pour aider à l'exercice des droits »

Comprendre le cadre légal des prestations sociales, leurs fondements et leur logique ; connaître les principales prestations et leurs conditions d'accès ; réaliser un diagnostic socio-juridique pour ouvrir les droits adaptés ; anticiper et gérer les situations complexes ainsi que les blocages administratifs.

12 MAI

FORMATION

ACCOMPAGNEMENT SOCIO-JURIDIQUE DES MNA ÉTRANGERS

4 rencontres

35
participations
Val-de-Marne

49
participations
Essonne

Deux jours pour comprendre les droits des mineurs non accompagnés, repérer les blocages juridiques, mobiliser les acteurs appropriés, mettre en œuvre des actions au niveau institutionnel ou au niveau local, via le repérage d'autres acteurs de terrain tout en intégrant les concepts et notions juridiques clés dans une réflexion professionnelle.

6 ET 7 MARS
15 ET 16 DÉCEMBRE



CONFÉRENCE

ÉVOLUTION DES PARCOURS D'APPRENTISSAGE DU FRANÇAIS

1 rencontre

99
participations

Rencontre d'information dédiée aux évolutions des parcours d'apprentissage du français après la loi de janvier 2024 (CIAI) et de ses conséquences sur les dispositifs et les bénéficiaires : introduction d'un examen civique, nouvelles modalités des marchés de formation linguistique du CIR et développement des cours à distance de l'OFII.

Elle s'est conclue par l'intervention de Claire VERDIER, responsable du CEFIL et experte en FLI, qui a souligné les limites et points de vigilance liés aux mécanismes d'apprentissage du français.

13 OCTOBRE

FORMATION

L'INTERCULTURALITÉ

1 rencontre

30
participations
Val-de-Marne

« Comprendre la démarche, développer ses compétences et sa communication »

Renforcer les compétences et les capacités des professionnels face aux enjeux culturels : adopter une posture adaptée, prévenir les conflits, développer des pratiques professionnelles favorables à la rencontre interculturelle.

5 JUIN

FORMATION

SANTÉ MENTALE DES PERSONNES MIGRANTES

2 rencontres

29
participations
Val-de-Marne

Faciliter la prise en compte de la santé mentale, repérer les personnes nécessitant un accompagnement spécifique, les orienter vers les ressources adaptées et ajuster sa posture aux besoins des personnes migrantes en tenant compte de leur parcours.

28 ET 29 AVRIL

FORMATION

DROIT DES ÉTRANGERS

6 rencontres

161
participations
Seine-et-Marne

Formation dédiée aux acteurs du CTAI de la CAMVS et de la Seine-et-Marne afin de mieux orienter les publics : appréhender les évolutions législatives de l'accueil des étrangers, maîtriser les bases du droit des étrangers, les conditions d'entrée et de séjour, les principales catégories de visas et titres de séjour.

15, 16 ET 22 SEPTEMBRE | 19, 20 ET 21 NOVEMBRE



8 rencontres

99

participations
Essonne

FORMATION

APPRENTISSAGE DU FRANÇAIS

Préparer à une certification

Pour voir et analyser les différents types de certifications - initiale, formative et sommative - et mettre en place des activités de préparation à une certification.

12 MARS | 21 MAI - 30 participations

Travailler l'oral et l'écrit avec des débutants

Pour outiller les formateurs à accompagner des débutants à l'oral avec des supports et activités adaptés et aborder la transition vers l'écrit.

6 ET 14 MAI - 17 participations

Ouvrir sa formation, concevoir une sortie culturelle

Concevoir une sortie pédagogique, mobiliser son groupe, découvrir les offres et les formations à destination du champ social et s'outiller pour intégrer une sortie dans une progression pédagogique ou un programme de formation.

13 JUIN - 15 participations

Le français avec TV5MONDE

Découvrir les ressources de TV5MONDE, se familiariser avec sa démarche et utiliser ces ressources pour un public de niveau A1-A2.

6 JUIN - 15 participations

Interaction orale, phonétique et prosodie en atelier de français

En partenariat avec la coordination territoriale de la MEIF de Paris-Saclay. Pour appréhender les spécificités de la phonétique, de la prosodie pour faciliter l'oral dans les cours de français.

12 NOVEMBRE - 13 participations

Concevoir et animer une séquence pédagogique

Conception de contenus pédagogiques : élaborer des programmes en fonction des publics, mobiliser la démarche ASL pour construire un projet d'apprentissage, intégrer les espaces sociaux comme supports, organiser une progression, articuler les activités orales et écrites et prévoir des évaluations.

12 NOVEMBRE - 9 participations





8 rencontres

75
participations
Essonne

30
participations
Seine-et-Marne

22
participations
Val-de-Marne

FORMATION

APPRENTISSAGE DU FRANÇAIS

Intégrer la visée professionnelle dans les cours de français

Pour aider les formateurs à intégrer les enjeux d'insertion professionnelle dans leurs cours : identification des profils et niveaux de langue selon le CECRL, adaptation des séquences pédagogiques aux besoins d'insertion, analyse des besoins, conception de séquences intégrant la thématique de l'emploi, partage d'outils et de ressources existantes.

10 ET 11 DÉCEMBRE - 24 participations
5 DÉCEMBRE - 18 participations

Animer un ASL avec la démarche « Français par le numérique® »

Pour animer une séquence de création et d'utilisation d'email, remplir un formulaire en ligne et créer des activités liées à des démarches dématérialisées (France Travail, AMELI, Pronote...).

5 FÉVRIER - 17 participations
7 MARS - 8 participations

Gestion de l'hétérogénéité

Pour gérer l'hétérogénéité des niveaux en atelier : encourager le travail collaboratif, choisir des modalités d'animation adaptées, ajuster les activités pédagogiques selon les niveaux et intégrer des exercices préparant aux diplômes (DILF/DELFF).

29 JANVIER - 34 participations
30 AVRIL - 14 participations
12 NOVEMBRE - 12 participations

FORMATION

KIT : COMPRENDRE LA LAÏCITÉ EN FRANCE ET DANS LE MONDE

2 rencontres

12
participations
Essonne

13
participations
CTAI de la CAMVS

14 NOVEMBRE
3 NOVEMBRE (CTAI de la CAMVS)

Pour s'approprier et adapter les outils du kit au public accompagné, transmettre avec bienveillance les Valeurs de la République et de la Laïcité à partir d'exemples parlants, adopter une approche distanciée dans l'analyse collective des situations et installer un climat d'échange positif favorisant la cohésion du groupe. Les structures participantes ont également reçu un kit d'outils d'animation conçu par OD Formation.

FORMATION

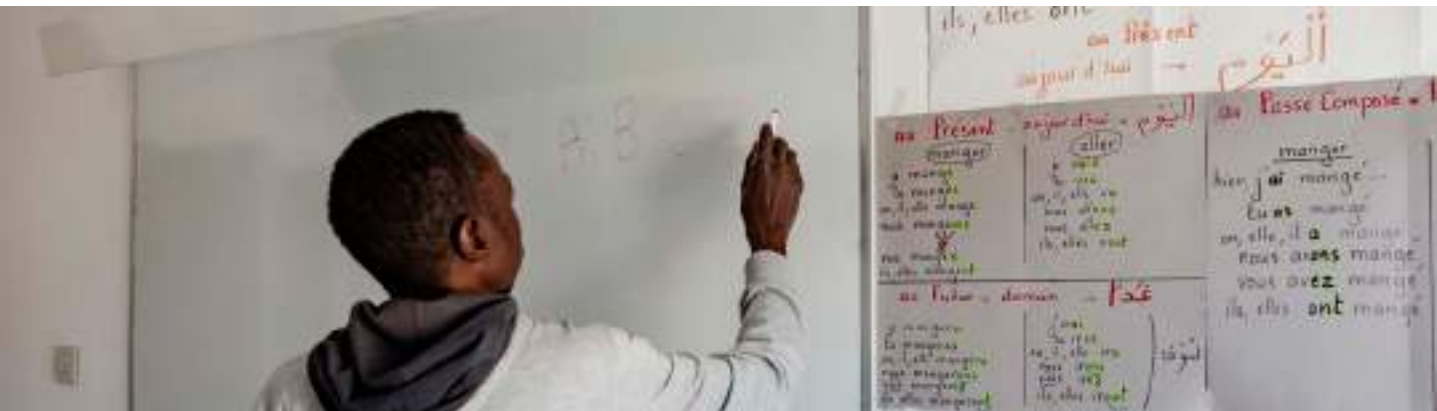
INTÉGRER LES LANGUES FAMILIALES DANS LES COURS DE FRANÇAIS

1 rencontre

17
participations
Val-de-Marne

7 FÉVRIER

Pour proposer des activités plurilingues et interculturelles dans les cours de français et valoriser les apprenants par le biais des langues qu'ils connaissent.



FORMATION

ENSEIGNER LA NUMÉRATIE AVEC LES FICHES « PARLER MATHS »

1 rencontre

10 participations
Val-de-Marne

Des fiches pédagogiques pour enseigner les mathématiques et des supports de cours adaptés au public adulte peu lecteur-scripteur, pouvant être utilisés par des bénévoles et des salariés en complément des formations en français.

26 MARS

Pour accéder à la ressource



FORMATION

ANIMER UN ASL PRÉ-EMPLOI AVEC LE NUMÉRIQUE

2 rencontres

26 participations
Seine-et-Marne

Deux jours de formation pour les acteurs du CTAI de la CAMVS pour apprendre à renforcer les compétences linguistiques et les prérequis à l'insertion professionnelle d'adultes en besoin d'autonomie sociale et communicative. La formation visait également à identifier les partenaires locaux de l'insertion, évaluer les besoins des publics, construire un projet et définir des objectifs pédagogiques liés au pré-emploi, établir une progression, intégrer le numérique et développer les compétences nécessaires pour tirer parti de l'hétérogénéité des publics en formation.

5 ET 19 NOVEMBRE

RENCONTRE

FORUM DÉPARTEMENTAL DES ACTEURS DE LA FORMATION LINGUISTIQUE

1 rencontre

62 participations
Essonne

Le 27 juin 2025, Ressources Urbaines, en partenariat avec les coordinations linguistiques de l'Essonne, organisait une nouvelle édition du Forum départemental des acteurs de la formation linguistique à la Maison de l'Habitat. L'événement a réuni de nombreux professionnels engagés dans l'apprentissage du français et l'insertion des publics. La rencontre a permis un riche partage d'expériences autour de trois ateliers thématiques :

- **IA et outils numériques**, avec la MEIF Paris-Saclay, pour explorer le potentiel des nouvelles technologies dans l'apprentissage du français.
- **Insertion socioprofessionnelle et parcours de formation**, animé par Grand Paris Sud, le CFP GPS et l'antenne emploi de Grigny, mettant en valeur les synergies entre acteurs de l'emploi et de la formation.
- **Projets culturels comme supports d'apprentissage**, présenté par l'Espace Nelson Mandela (Saint-Michel-sur-Orge), illustrant le rôle essentiel de la culture dans le développement des compétences linguistiques.

27 JUIN

RENCONTRE

FORUM DÉPARTEMENTAL DES ACTEURS DE LA FORMATION LINGUISTIQUE - 2^E ÉDITION

1 rencontre

88

participations
Seine-et-Marne

Le 30 juin 2025, Ressources Urbaines, en partenariat avec les coordinations linguistiques de Chelles, Melun, Grand Paris Sud Sénart et la Fédération des Centres sociaux de Seine-et-Marne, a organisé la deuxième

édition du Forum départemental des acteurs de la formation linguistique, à la salle Le Millénaire de Savigny-le-Temple. L'événement a réuni de nombreux acteurs locaux, opérateurs, institutions et partenaires engagés dans l'apprentissage du français et l'intégration.

Objectifs : renforcer les échanges et le réseau des acteurs du territoire, améliorer la connaissance de l'offre linguistique et de ses déclinaisons locales et valoriser des partenaires et ressources pédagogiques innovantes.

- Matin : interventions de la DDETS 77 et de l'OFIL, puis ateliers thématiques (accès aux droits, numérique, insertion socioprofessionnelle, parentalité) favorisant le partage d'expériences.
- Après-midi : forum ouvert au public présentant une large diversité de dispositifs, outils et ressources dédiés à l'apprentissage du français.

30 JUIN

FORMATION

COMPRENDRE ET AGIR CONTRE LES DISCRIMINATIONS

2 rencontres

23

participations
Val-de-Marne

44

participations
Essonne

En 2025, Ressources Urbaines a organisé deux journées de formation sur la prévention des discriminations, soutenues par la DILCRAH et animées par un expert. Ces sessions ont sensibilisé les professionnels de la Politique de la ville aux enjeux d'égalité, de diversité et d'inclusion, et à l'impact des

discriminations sur les parcours et l'accès aux droits. À travers apports théoriques, échanges et mises en situation, les participants ont identifié les formes de discriminations, leurs mécanismes (individuels ou systémiques) et les références juridiques associées. Ils ont également travaillé sur des outils de prévention et des repères méthodologiques pour faire évoluer leurs pratiques et promouvoir des postures et des relations plus justes au quotidien.

2 ET 3 DÉCEMBRE

9 ET 10 DÉCEMBRE

FORMATION

STÉRÉOTYPES, DISCRIMINATIONS ET VIOLENCES RACIALES

1 rencontre

13

participations
Essonne

Cette journée de formation consacrée aux stéréotypes, dans la continuité des sessions sur les discriminations, visait à aider les professionnels à comprendre les mécanismes sociaux qui produisent les inégalités. Animée

par une psychologue spécialiste, elle a permis de clarifier les notions de stéréotypes, préjugés et discriminations, et d'en mesurer les effets dans les parcours de vie, les relations professionnelles et la santé mentale. Grâce aux échanges et mises en situation, les participants ont renforcé leur capacité à repérer les violences raciales, même indirectes ou banalisées, et à interroger leurs propres biais professionnels et leurs effets dans l'analyse des situations et la prise de décision. Des outils concrets ont été transmis pour identifier et gérer ces situations, ainsi que pour adopter une posture de témoin ou d'allié favorisant des pratiques plus justes et protectrices.

17 DÉCEMBRE

PRÉCARITÉ - SANTÉ & VIEILLISSEMENT

La précarité, la santé et le vieillissement constituent aujourd'hui des enjeux majeurs pour l'ensemble des territoires, particulièrement au sein des quartiers prioritaires de la Politique de la ville. Elles recouvrent en effet des problématiques sociétales complexes, marquées par l'intensification des inégalités, la fragilisation des parcours de vie et la diversification des situations de vulnérabilité. La précarité ne se limite plus aux seules dimensions économiques : elle se manifeste également par l'instabilité résidentielle, le non recours aux droits, l'isolement social, la précarité alimentaire ou encore la fracture numérique.

Dans ce contexte, les effets sur l'état de santé des populations sont significatifs. Les difficultés sociales engendrent souvent un accès tardif aux soins, une insuffisance des actions de prévention et des parcours de prise en charge fragmentés. Les travaux menés en 2025 rappellent que ces situations résultent de déterminants sociaux et de conditions de vie contraignantes, ayant des conséquences durables sur le bien-être physique et psychique des habitants.

Parallèlement, le vieillissement de la population occupe une place croissante dans

les orientations des politiques publiques. Cette évolution est particulièrement visible dans certains quartiers où la proportion de personnes âgées augmente et où ces dernières peuvent être exposées à l'isolement, à la précarité et à des difficultés d'accès aux soins ou aux droits. Ces constats soulèvent des enjeux majeurs en matière d'accompagnement du "bien vieillir", de prévention de la perte d'autonomie et de renforcement du lien social dans des environnements parfois fragilisés.

Face à ces défis, les acteurs de terrain soulignent la nécessité de consolider la continuité des parcours, de garantir un accès effectif aux ressources et d'intensifier la coopération entre les secteurs social, médical et médico-social, ainsi qu'en santé mentale.

C'est dans cette perspective que Ressources Urbaines poursuit son action, en développant des dispositifs de formation, des espaces de réflexion collective et des temps de mise en réseau destinés à soutenir les professionnels et à favoriser l'émergence de réponses coordonnées, adaptées aux réalités des territoires.

A man wearing glasses and a blue jacket is leaning over a white table, tending to several potted plants. The table is outdoors in a garden setting with various green plants and vines. In the background, there is a multi-story building with a balcony and a fence.

Appuis territorialisés
16 demi-journées

Réseaux d'acteurs
10 demi-journées

Formations
12 demi-journées

Séminaires
6 demi-journées

Participations
753



RÉSEAU DE PAIRS

RÉSEAU SANTÉ - 91

4 rencontres

32
participations
Essonne

En 2025, Ressources Urbaines a poursuivi l'animation du réseau santé, réunissant à trois reprises les coordonnateurs des Conseils Locaux de Santé et les référents santé du territoire. Ces rencontres ont renforcé l'interconnaissance, le partage de pratiques et la circulation des informations entre professionnels. Dans une logique d'ouverture, le réseau a intégré la présentation de partenaires du champ de la santé, facilitant l'identification des ressources mobilisables pour l'accompagnement des publics. Ces temps ont consolidé la dynamique collective et soutenu les coopérations locales autour des enjeux de santé.

23 JANVIER | 20 MARS | 5 JUIN | 2 OCTOBRE

APPUI TERRITORIALISÉ

FORUM SANTÉ ÉVRY-COURCOURONNES - 91

1 rencontre

90
participations
Essonne

En 2025, Ressources Urbaines a co-organisé avec la coopérative « Santé des Jeunes » d'Évry-Courcouronnes le 2^e Forum des acteurs santé des jeunes. L'objectif était de valoriser les acteurs du territoire, renforcer leur réseau et faciliter l'identification des ressources disponibles. La matinée a été rythmée par un théâtre forum favorisant les échanges sur les enjeux de santé des jeunes. L'après-midi, des stands associatifs et institutionnels ont présenté la diversité des actions menées. Cette journée a renforcé l'interconnaissance des professionnels et amélioré l'orientation des jeunes dans leur parcours de santé.

3 JUIN

APPUI TERRITORIALISÉ

PARTICIPATION COOPÉRATIVE DE SANTÉ D'ÉVRY- COURCOURONNES - 91

5 rencontres

60
participations
Essonne

Ressources Urbaines a poursuivi son engagement au sein de la Coopérative d'acteurs « Santé des jeunes » d'Évry-Courcouronnes, pilotée par la Direction de la Santé, afin de renforcer la coordination

et la mobilisation des ressources locales. Dans la continuité des travaux menés en 2024, la coopérative a consolidé ses actions d'interconnaissance et de valorisation des acteurs.

À ce titre, Ressources Urbaines a co-organisé le 2^e Forum des acteurs santé jeunes le 3 juin 2025, destiné à aider les professionnels à identifier les ressources du territoire et à échanger sur les enjeux de santé des jeunes. Cet événement a contribué à renforcer les pratiques professionnelles, faciliter l'orientation des publics et consolider les coopérations locales au service de la santé des jeunes.

6 ET 17 FÉVRIER | 29 AVRIL | 18 SEPTEMBRE
9 DÉCEMBRE



RÉSEAU DE PAIRS

RÉSEAU SANTÉ - 77

5 rencontres

43

participations
Seine-et-Marne

En partenariat avec la Délégation départementale de l'ARS Seine-et-Marne, Ressources Urbaines a poursuivi l'animation du réseau santé, réunissant référents et coordinateurs du territoire autour de la conception et de la mutualisation d'outils communs. Ces rencontres ont permis d'identifier des besoins partagés, d'harmoniser certaines pratiques et d'élaborer ensemble des supports facilitant la coordination, l'orientation des publics et le suivi des actions. Cette dynamique a amélioré la lisibilité des ressources, renforcé la coopération entre acteurs et soutenu l'efficacité du travail partenarial au service des publics.

16 JANVIER | 13 MARS | 12 JUIN
6 NOVEMBRE | 6 DÉCEMBRE



APPUI TERRITORIALISÉ

LANCEMENT DE LA COOPÉRATIVE DE MONTEREAU-FAULT-YONNE - 77

3 rencontres

63

participations
Seine-et-Marne

En 2025, à la demande de l'ARS Seine-et-Marne, Ressources Urbaines a accompagné le lancement de la Coopérative des acteurs périnatalité à Montereau-Fault-Yonne lors d'un séminaire réunissant les partenaires autour des enjeux périnataux du territoire.

La journée a posé le cadre méthodologique des coopératives en promotion de la santé et lancé une dynamique de coopération autour de problématiques prioritaires, dont le diabète gestationnel et les ruptures de suivi de grossesse. Les travaux ont dégagé 3 axes prioritaires : améliorer la lisibilité du cercle de soins ; renforcer la coordination locale et développer l'information et la place des usagers dans une logique de prévention.

Des ateliers ont permis d'établir un état des lieux, d'identifier les leviers d'action et de coconstruire des fiches actions communes. La dynamique s'est élargie avec l'intégration progressive de nouveaux partenaires, réunissant plus de 17 acteurs. Elle a mis en évidence des besoins de coordination, d'outils partagés et de communication pour améliorer les parcours et renforcer la prise en charge concertée des publics.

15 JANVIER | 6 MARS | 25 JUIN



FORMATION

PAUVRETÉ ET PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE - 94

1 rencontre

16
participations
Val-de-Marne

En 2025, Ressources Urbaines a organisé une journée de formation intitulée « *Comprendre l'état de pauvreté et agir contre la précarité alimentaire* », destinée à sensibiliser les professionnels aux réalités de la précarité

dans les quartiers prioritaires et aux leviers d'action disponibles. Deux intervenants ont apporté leur expertise : le CREDOC, qui a présenté l'évolution récente de la précarité alimentaire en Île-de-France, et l'Observatoire des inégalités, qui a éclairé l'état de la pauvreté et des inégalités en France. La matinée a permis de clarifier les principales notions, les indicateurs de précarité alimentaire et les profils les plus exposés. L'intervention du CREDOC a également mis en évidence les stratégies d'adaptation des ménages en difficulté et leurs conséquences sur la qualité de l'alimentation et la santé publique.

22 MARS



FORMATION

PRÉCARITÉ : QUELS ENJEUX DANS LES QUARTIERS ? - 91

2 rencontres

63
participations
Essonne

Ressources Urbaines a organisé une formation de deux jours intitulée « *Précarité : quels enjeux dans les quartiers ?* », afin d'éclairer les réalités de la précarité dans les quartiers prioritaires et de renforcer les compétences

d'intervention des professionnels.

La première journée a porté sur l'analyse des dynamiques structurelles et conjoncturelles de la précarité, en s'appuyant notamment sur les apports de l'Observatoire des inégalités, avec une présentation du rapport sur la pauvreté et d'outils de lecture de données. L'après-midi a donné lieu à des échanges avec des porteurs de projets locaux (épicerie solidaire, inclusion numérique, accès à la langue, actions de proximité), permettant de valoriser des initiatives du territoire et de nourrir les pratiques professionnelles.

La seconde journée a débuté par une intervention d'ATD Quart Monde portant sur les « *dimensions cachées de la pauvreté* » et sur la déconstruction des préjugés portant sur les personnes en situation de grande précarité. Elle s'est poursuivie avec une contribution de l'ARS Île-de-France sur les enjeux de santé auprès des publics précaires, avant de se conclure par des ateliers thématiques (illettrisme, santé et précarité, RSA/prime d'activité) visant à renforcer les repères et les outils mobilisables dans l'accompagnement des publics.

Cette formation a renforcé la compréhension des déterminants sociaux de la précarité et de la santé, tout en favorisant le partage d'outils et de pratiques entre professionnels.

27 ET 28 MARS



FORMATION

PRÉCARITÉ : PAUVRETÉ ET SANTÉ « QUELS ENJEUX DANS LES QPV ? » - 94

1 rencontre

55
participations
Val-de-Marne

La journée « *Précarité et santé : quels enjeux dans les quartiers prioritaires ?* », organisée avec l'ARS Île-de-France et la Délégation départementale du Val-de-Marne, a permis de renforcer la compréhension des inégalités

de santé affectant les publics précaires.

Les interventions d'experts et les retours d'acteurs de terrain ont mis en lumière les déterminants sociaux de la santé, les difficultés d'accès aux soins, la santé mentale et le mécanisme de non recours, ainsi que des freins persistants, tels que les obstacles administratifs, les barrières linguistiques ou l'absence de médecin traitant.

L'après-midi, des ateliers participatifs ont réuni les professionnels autour de trois thématiques : accès aux soins et médiation, santé mentale et isolement, coopération territoriale et travail en réseau. Les échanges ont souligné la nécessité de renforcer la continuité des parcours, la prévention et l'interconnaissance entre acteurs. Ce fut également un moment de découverte de la Carte 3D de la pauvreté et un temps mise en situation de type « Monopoly de la pauvreté ».

Cette journée a constitué un temps fort de mise en réseau et de capitalisation pour soutenir des réponses plus coordonnées et adaptées aux réalités des quartiers prioritaires du Val-de-Marne.

12 DÉCEMBRE

RENCONTRE

JOURNÉE DÉPARTEMENTALE AVEC L'ARS - 94

1 rencontre

105
participations
Val-de-Marne

La journée départementale organisée avec la Délégation de l'ARS 94 a valorisé les initiatives locales de promotion de la santé et encouragé la réflexion sur la participation des habitants. Elle a rassemblé professionnels,

institutions et associations autour d'un objectif commun : renforcer les démarches participatives et le pouvoir d'agir des publics.

L'après-midi a proposé des ateliers thématiques (évaluation de la participation, pouvoir d'agir, articulation des savoirs, mobilisation intersectorielle) nourris de retours d'expériences.

Les échanges ont fait ressortir des leviers partagés (aller vers, médiation en santé, diagnostics territoriaux) et des freins persistants (inégalités d'accès, manque de lisibilité, participation limitée).

Cette journée a constitué un temps fort de mise en réseau et de capitalisation, facilitant la diffusion d'outils et de pratiques pour des projets de santé plus inclusifs et ancrés dans les réalités locales.

2 JUIN



RÉSEAU DE PAIRS

CCAS GRAND PARIS SUD - 91

1 rencontre

24
participations
Essonne

Cette rencontre a réuni plus de quinze représentants des CCAS pour offrir un espace d'échanges sur les difficultés rencontrées par les élus et professionnels de l'action sociale de GPS. Elle a alterné

temps d'interconnaissance, travaux en sous groupes pour identifier les enjeux prioritaires et la présentation des dispositifs portés par l'agglomération en complémentarité des CCAS.

Les échanges ont fait ressortir des obstacles communs : accès aux droits limité par l'inaccessibilité des institutions et la dématérialisation, hausse des

ruptures de droits, précarisation accrue (logement, alimentation, énergie, vieillissement) et montée des situations complexes, notamment en santé mentale. Les professionnels ont exprimé une perte de leviers face à des publics plus vulnérables.

Point de départ d'un réseau pérenne des CCAS, cette rencontre ouvre des perspectives de travail collectif en valorisant les dispositifs intercommunaux et en posant les bases d'une dynamique visant à renforcer la lisibilité de l'offre, améliorer l'orientation, mutualiser les ressources et mieux outiller les CCAS.

20 JANVIER

SÉMINAIRES

ENJEUX DU VIEILLISSEMENT DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES

2 rencontres

34
participations
Val-de-Marne

39
participations
Essonne

En 2025, Ressources Urbaines a organisé deux séminaires en Val-de-Marne et en Essonne sur les enjeux du vieillissement en quartiers prioritaires, afin d'outiller les professionnels face à la hausse de la population senior en QPV. Les journées ont alterné apports théoriques et échanges de pratiques,

notamment grâce aux interventions des sociologues Nicolas LAURIOT DIT PREVOST et Smain LAACHER sur les liens entre migration, précarité et vieillissement, en particulier pour les femmes.

Les ateliers ont exploré deux enjeux majeurs : l'isolement et la précarisation des personnes âgées (accès aux soins, aux droits, mobilité). Les échanges ont fait émerger des constats communs – fracture numérique, non recours, isolement, besoin de coordination – tout en valorisant des actions existantes comme l'aller vers, la médiation numérique et la prévention. Ces séminaires ont constitué des espaces ressources pour partager les pratiques, identifier des besoins et impulser des pistes d'action pour un vieillissement plus digne en QPV.

26 SEPTEMBRE
16 OCTOBRE



APPUI TERRITORIALISÉ

LA GESTION DE CONFLITS DANS LE CADRE DE L'ACCÈS AU LOGEMENT - 91

1 rencontre

15
participations
Essonne

À la demande de l'agglomération Val d'Yerres Val de Seine, Ressources Urbaines a animé une formation sur la gestion des conflits et l'accompagnement bienveillant des demandeurs de logement, dans un contexte

de tensions accrues autour du logement social. Destinée aux agents d'accueil, elle visait à renforcer leurs compétences en communication et en posture professionnelle. Objectif : renforcer les compétences des professionnels en matière de prévention et de gestion des conflits, en travaillant la communication et la posture relationnelle. Elle s'appuyait sur les principes de la communication bienveillante et de la Communication Non Violente (CNV), notamment l'écoute active, la prise en compte des émotions et des besoins et la formulation de demandes claires.

Alternant apports théoriques, jeux de rôle et analyses de situations, la journée a permis aux participants de prendre du recul, de sécuriser leur posture professionnelle et de renforcer leur capacité à instaurer un dialogue apaisé dans des contextes émotionnellement chargés. Cette intervention a consolidé leurs compétences relationnelles et amélioré la qualité de l'accueil et de l'accompagnement dans les procédures d'attribution de logement.

3 FÉVRIER

SÉMINAIRE

PRISE EN COMPTE DU VIEILLISSEMENT DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES - 77

1 rencontre

30
participations
Seine-et-Marne

Ressources Urbaines a organisé une conférence débat : « *La prise en compte du vieillissement dans les QPV de Seine-et-Marne* », afin de sensibiliser les acteurs locaux à un enjeu encore peu présent dans les

politiques de quartier. Appuyée sur l'étude menée en juin 2025 et présentée par le sociologue Nicolas LAURIOT DIT PREVOST, la rencontre a montré que les QPV, souvent associés à la jeunesse, connaissent un vieillissement progressif et différent selon les territoires. Le vieillissement croise de nombreux déterminants (habitat, cadre de vie, santé, accès aux droits, précarité, isolement) et nécessite une approche coordonnée. L'étude a mis en lumière d'importantes disparités infradépartementales, invitant à anticiper les besoins dans les quartiers les plus vulnérables.

À travers plusieurs focus thématiques, la journée a souligné l'importance d'agir sur l'habitat, la prévention, les liens sociaux et la coopération entre acteurs pour favoriser « le bien vieillir » en QPV. Ce temps collectif a ainsi nourri la réflexion partenariale et outillé les professionnels pour intégrer davantage ces enjeux dans les démarches locales et l'évolution des Contrats de ville.

19 JUIN

Pour retrouver
l'intégralité de
l'étude





FORMATION

SANTÉ MENTALE DES JEUNES ET QUARTIERS PRIORITAIRES - 94

2 rencontres

47
participations
Val-de-Marne

Ressources Urbaines a organisé deux journées de formation interdépartementales sur la santé mentale des jeunes en QPV, en partenariat avec le CRIPS et avec le soutien de l'ARS Île-de-France. Animées par une

psychologue, elles visaient à mieux comprendre les spécificités de la santé mentale des jeunes en quartiers prioritaires et à renforcer les compétences des professionnels en repérage, écoute, orientation et soutien.

La formation a éclairé les notions de santé mentale et de fragilités psychologiques, les déterminants sociaux et les signes d'alerte, tout en travaillant sur les idées reçues et la lutte contre la stigmatisation. Elle a également permis de valoriser les dispositifs locaux. Les échanges et travaux en groupes ont fourni des outils concrets d'animation aux participants et des pistes d'actions collectives pour favoriser le bien-être, l'estime de soi et le pouvoir d'agir des jeunes.

14 NOVEMBRE | 4 DÉCEMBRE





SÉMINAIRE

LA PERINATALITÉ EN ÎLE-DE-FRANCE

1 rencontre

20
participations

Le séminaire « *La périnatalité en Île-de-France : un enjeu des quartiers populaires* », organisé avec la Préfecture, l'ARS Île-de-France, l'ARS de l'Essonne et le Réseau Périnatalité IDF Sud,

visait à mieux comprendre les enjeux périnatals liés aux quartiers prioritaires. Il a abordé l'évolution de la mortalité infantile et les disparités territoriales, avec un focus sur l'Essonne, la Seine-et-Marne et le Val-de-Marne.

La matinée a apporté des repères sur les indicateurs, les parcours en périnatalité et les priorités du Projet Régional de Santé 2023-2028, ainsi que sur le programme régional REMI de réduction de la mortalité infantile.

Les ateliers de l'après-midi ont permis le partage d'expériences et l'analyse des difficultés rencontrées auprès des publics vulnérables. Ce séminaire a renforcé l'interconnaissance entre acteurs et consolidé une dynamique territoriale de coopération pour améliorer la prévention et les parcours de santé périnatale dans les quartiers populaires.

7 AVRIL

APPUI TERRITORIALISÉ

LA PERINATALITÉ UN ENJEU DES QUARTIERS POPULAIRES

1 rencontre

17
participations
Val-de-Marne

Ressources Urbaines a organisé une matinée d'échanges sur la périnatalité dans les QPV pour la ville de Villeneuve-Saint-Georges, afin de sensibiliser les acteurs aux fortes inégalités de santé périnatale en Île-de-France.

La rencontre a rappelé que la mortalité maternelle, périnatale et infantile y est plus élevée qu'au niveau national, amplifiée par des déterminants sociaux et environnementaux.

La conférence animée par le Réseau Périnatalité du Val-de-Marne a abordé des enjeux clés : santé mentale des femmes enceintes, isolement, ruptures de parcours et mortalité infantile.

Des ateliers ont ensuite permis de travailler sur l'accueil, l'accompagnement des femmes et la santé mentale périnatale, en partageant constats et ressources du territoire.

Ce temps a fait émerger des pistes d'actions communes et renforcé l'interconnaissance entre professionnels.

27 JANVIER

COHÉSION SOCIALE PARTICIPATION HABITANTE

En 2025, les adultes-relais occupent une place centrale dans les quartiers prioritaires, en tant qu'acteurs de proximité œuvrant au quotidien pour la médiation sociale, l'accès aux droits et le renforcement du lien entre habitants et institutions. Leur rôle s'exerce toutefois dans un contexte marqué par la fragilisation des dispositifs, la baisse des financements et le recul de certaines interventions du droit commun, qui complexifient leurs conditions d'exercice et la pérennité des postes.

Parallèlement, la place des habitants dans la vie des quartiers demeure un enjeu majeur : si les attentes en matière de participation, de reconnaissance et de coconstruction des politiques publiques sont fortes, elles se heurtent à des formes de désengagement, de fatigue démocratique et de défiance institutionnelle.

Dans ce contexte, les adultes-relais apparaissent comme des acteurs clés de la cohésion sociale, capables de soutenir les dynamiques collectives, de prévenir les tensions et de favoriser l'expression des habitants, à condition que leur rôle soit reconnu, soutenu et inscrit durablement dans les stratégies territoriales.

La cohésion sociale au sein des quartiers est également aujourd'hui fortement

fragilisée par une problématique majeure et préoccupante : le développement du trafic de stupéfiants et ses conséquences sur les dynamiques locales. Présente sur l'ensemble des trois départements, cette réalité affecte profondément le vivre-ensemble, le sentiment de sécurité et les parcours des jeunes. Face à cette situation, nos actions ont dû intégrer de manière transversale la question de la prévention de l'entrée des jeunes dans les réseaux de trafic, identifiés comme un facteur de vulnérabilité sociale croissant. Le trafic de stupéfiants agit en effet comme un révélateur et un amplificateur des inégalités territoriales, en fragilisant les liens sociaux, les familles et les institutions de proximité. Dans ce contexte, notre intervention a consisté à développer des cycles de formation à destination des acteurs de notre territoire.

Par ailleurs, la question de la radicalisation, sous toutes ses formes, constitue un facteur supplémentaire de fragilisation de la cohésion sociale dans les quartiers. Elle alimente les tensions, les replis identitaires et les ruptures de dialogue, affectant parfois le vivre-ensemble. Les phénomènes de radicalisation touchent en particulier des publics vulnérables, en quête de repères et de reconnaissance.

Appuis territorialisés
31 demi-journées

Réseaux d'acteurs
9 demi-journées

Conférence/Salon
2 demi-journées

Formations
36 demi-journées

Participations
1322





RÉSEAUX DE PAIRS

RÉSEAU DES MÉDIATEURS ADULTES-RELAIS - 91

2 rencontres

74
participations
Essonne

Animation du réseau des médiateurs adultes-relais de l'Essonne avec deux rencontres.

La première a renforcé la cohésion du réseau grâce à un atelier de coconstruction d'un outil de reporting permettant de mieux valoriser l'activité des médiateurs. Elle s'est poursuivie par une mise en situation pour s'entraîner à présenter son activité dans un cadre professionnel. La seconde,

a inclus un échange avec la DDETS sur les droits, contrats et possibilités de formation, ainsi qu'un travail collectif sur les enjeux de santé en QPV, permettant d'identifier problématiques prioritaires, ressources et pistes d'action. Ces deux temps ont consolidé le réseau, favorisé le partage de pratiques et soutenu la professionnalisation des médiateurs adultes-relais.

30 JANVIER | 20 MAI

RÉSEAU DES MÉDIATEURS ADULTES-RELAIS - 77

2 rencontres

28
participations
Seine-et-Marne

Animation du réseau des médiateurs adultes-relais de Seine-et-Marne.

La rencontre du 28 janvier a porté sur la coconstruction d'un outil de reporting destiné à mieux valoriser et rendre visibles les domaines d'intervention des médiateurs.

Le 6 mai, un second temps d'échanges avec la préfecture a permis de faire le point sur les

contrats, les droits à la formation et les besoins des professionnels. Cette rencontre a aussi identifié des priorités de travail pour 2026 : jeunesse, santé mentale, addictions et posture professionnelle.

Ces temps de réseau ont renforcé la coopération, la mutualisation des expériences et la montée en compétences des médiateurs adultes-relais.

28 JANVIER | 6 MAI

RÉSEAU DES MÉDIATEURS ADULTES-RELAIS - 94

2 rencontres

19
participations
Seine-et-Marne

Deux rencontres pour les médiateurs adultes-relais du Val-de-Marne centrées sur l'interconnaissance et la professionnalisation. La première a permis d'établir une photographie des publics et des domaines d'intervention, puis de

travailler collectivement sur les compétences professionnelles mobilisées. Elle a été enrichie par l'intervention d'Avenir Actif sur le Conseil en Évolution Professionnelle

et les dispositifs de formation. La seconde rencontre a porté sur la coconstruction d'un outil de reporting visant à mieux valoriser l'activité des médiateurs. Les participants l'ont testé en entretien simulé afin de renforcer leur capacité à présenter leurs missions et résultats. Ces temps ont consolidé la dynamique collective, la mutualisation des pratiques et renforcé la reconnaissance du rôle essentiel des médiateurs adultes-relais.

9 JANVIER | 15 MAI



RÉSEAU DE PAIRS

RÉSEAU DES FORMATEURS VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET LAÏCITÉ (VRL) - 91

3 rencontres

25
participations
Essonne

Les rencontres du réseau des formateurs VRL ont permis de partager actualités, ressources et pratiques autour de la formation aux Valeurs de la République et à la Laïcité. Les échanges ont porté sur l'évolution des

outils pédagogiques et leur adaptation à des publics variés, ainsi que sur les conditions favorisant leur appropriation par les formateurs.

Les participants ont souligné l'importance d'approches fondées sur le dialogue, d'un ancrage historique et juridique solide, et de la prise en compte des parcours des publics, afin d'éviter une posture moralisatrice et de renforcer la compréhension et l'adhésion. Le besoin de consolider la dimension juridique, notamment autour de la loi de 1905, est apparu essentiel pour sécuriser les interventions.

Les discussions ont également mis en avant les difficultés de déploiement du dispositif VRL : gestion des habilitations, lourdeurs administratives, incertitudes budgétaires et mobilisation complexe de certains publics, en particulier les formateurs ASL et les associations. Ces freins s'inscrivent dans un contexte de fragilisation du secteur associatif, marqué par une pression administrative accrue et la baisse des financements.

14 FÉVRIER | 1 AVRIL | 6 NOVEMBRE

FORMATION

PRÉVENTION DE LA RADICALISATION 94

2 rencontres

45
participations
Val-de-Marne

Une formation organisée, en partenariat avec l'ASSFAM et avec le soutien de la préfecture du Val-de-Marne, dédiée à la compréhension et à la prévention des radicalisations. L'événement a réuni un public

large – agents municipaux, professionnels associatifs, acteurs éducatifs, police municipale – favorisant une approche interprofessionnelle.

La formation a rappelé les notions essentielles : mécanismes de la radicalisation, dynamiques du djihadisme français, typologies de parcours, ainsi que les ressorts psychosociaux en jeu. Les participants ont été sensibilisés aux signaux de basculement, aux discours de rupture, aux modalités de détection et de signalement et au rôle de la CPRAF.

Alternant apports théoriques, études de cas, vidéos et échanges de pratiques, la journée a été très appréciée pour la qualité des contenus et la richesse des regards croisés. Les discussions ont montré les limites de ce format et le besoin de temps supplémentaires pour approfondir les situations complexes. Une reconduction en formation de deux jours est envisagée pour renforcer l'appropriation des outils et la montée en compétences des acteurs.

7 ET 8 AVRIL



CONFÉRENCE

**FAITS RELIGIEUX :
FANTASMES OU RÉALITÉS ?**

1 rencontre
69
participations

Animée par Djamel MISRAOUI, spécialiste de la laïcité et des faits religieux, la conférence a porté sur la place croissante du fait religieux dans la société, les médias et le travail, avec un

focus sur le champ socio-éducatif. Ont été abordées la visibilité du religieux, la radicalité, la quête de sens chez les jeunes et la posture professionnelle face aux expressions religieuses. Des repères concrets ont été donnés pour articuler laïcité et mission éducative.

11 MARS

**Retrouvez
le podcast ici**



RENCONTRE

**SALON DÉPARTEMENTAL DE LA VIE
ASSOCIATIVE - 91**

1 rencontre
350
participations
Essonne

Ressources Urbaines a co-organisé le salon départemental de la vie associative, à la Scène nationale d'Évry-Courcouronnes. L'événement a favorisé le partage d'expériences et de ressources entre associations et partenaires.

Tout au long de la journée, stands, ateliers et conférences ont permis d'aborder des thèmes clés : financement, budget prévisionnel, valorisation du bénévolat, la fonction employeur et la communication associative.

29 MARS

FORMATION

REPLI SOCIAL ET COMMUNAUTAIRE

6 rencontres
18
participations
Essonne

22
participations
Seine-et-Marne

20
participations
Val-de-Marne

Deux objectifs majeurs pour cette formation : comprendre et qualifier les situations de repli, puis identifier les leviers d'action. Après un cadrage théorique et l'étude des facteurs favorisant le repli social, elle a permis aux participants d'approfondir leurs connaissances des quartiers de leur territoire. Une analyse détaillée de chacun des quartiers a permis d'en dresser le portrait au regard des problématiques de repli. Les stratégies d'intervention ont été enrichies par les apports de chercheurs et par le partage d'expériences des professionnels.

4 ET 5 JUIN

9 ET 10 AVRIL

5 ET 6 NOVEMBRE





FORMATION

RIVALITÉS DE QUARTIERS

6 rencontres

48
participations
Essonne

35
participations
Seine-et-Marne

17
participations
Val-de-Marne

différents acteurs. Une attention particulière a été portée sur la dimension numérique, notamment

La formation « *Rivalités de quartiers* » a permis d'analyser les violences collectives entre jeunes en les replaçant dans l'histoire des territoires, les normes de masculinité et les rapports sociaux, ainsi que dans les dynamiques actuelles propres aux quartiers. Elle a mis en évidence les déterminants sociaux de l'engagement des jeunes, les logiques de réputation qui alimentent ces conflits et les motivations des

le rôle des réseaux sociaux dans la provocation, l'escalade et la mise en scène des violences. Les mécanismes de cyberviolence, leurs effets sur la socialisation, la santé et le bien-être des jeunes, ainsi que les liens entre violence en ligne et hors ligne ont été étudiés.

La formation visait à renforcer la compréhension des professionnels, à soutenir une prise de distance analytique et à améliorer les pratiques de prévention et d'intervention grâce au partage d'expériences et à la réflexion collective.

13 FÉVRIER | 31 MARS

12 ET 29 SEPTEMBRE

11 SEPTEMBRE | 19 NOVEMBRE

APPUI TERRITORIALISÉ

RIVALITÉS DE QUARTIERS ÉVRY-COURCOURONNES

4 rencontres

58
participations
Essonne

prolonge le diagnostic territorial réalisé dans le cadre du plan partenarial de prévention des rixes.

L'accompagnement cherche à construire une culture commune, à renforcer les compétences des acteurs

La Ville d'Évry-Courcouronnes a sollicité Ressources Urbaines pour un accompagnement global sur les rivalités de quartiers et les rixes, visant à mobiliser et former un large public d'agents et de partenaires. Cette démarche

sur les dimensions sociales, territoriales et numériques des rixes, et à améliorer la coopération interservices et partenariale. Il combine formations, ateliers d'analyse de situations locales et apports méthodologiques (« community organizing », rôle des réseaux sociaux dans la propagation des violences). L'objectif est d'outiller durablement les professionnels et de soutenir la mise en place d'actions de prévention adaptées au territoire.

10 FÉVRIER | 18 MARS | 13 MAI | 14 OCTOBRE



APPUI TERRITORIALISÉ

RIVALITÉS DE QUARTIERS - CRÉTEIL

4 rencontres

97
participations
Val-de-Marne

La Ville de Créteil, via la Cité éducative, a sollicité Ressources Urbaines pour former l'ensemble des acteurs du territoire aux rivalités de quartiers et rixes interquartiers, afin de renforcer l'analyse des professionnels et

de construire une stratégie commune de prévention. Mené en partenariat avec le CFIF et le sociologue Marwan MOHAMMED, l'accompagnement poursuit trois objectifs : développer une culture commune, qualifier les acteurs sur les enjeux sociaux et territoriaux des rixes et produire une connaissance partagée des problématiques du territoire. Les trois modules de la formation articulent apports théoriques, analyse de situations locales, outils de « community organizing » et réflexion sur le rôle des réseaux sociaux. Elle favorise le croisement des regards entre agents municipaux, associations et Éducation nationale pour renforcer la cohérence et l'efficacité des actions de prévention.

13 JANVIER | 7, 13 ET 21 FÉVRIER

APPUI TERRITORIALISÉ

PRÉVENIR L'ENTRÉE DES JEUNES DANS LE TRAFIC DE DROGUE - CRÉTEIL

4 rencontres

37
participations
Essonne

15
participations
Seine-et-Marne

24
participations
Val-de-Marne

Un cycle de formation dédié à la prévention de l'entrée des jeunes dans le trafic de drogue à destination des professionnels. Animé par le sociologue Marwan MOHAMMED, il proposait une analyse du trafic de drogue comme un système structuré, inscrit dans des logiques économiques, sociales et territoriales. L'objectif était de dépasser les visions simplifiées du phénomène pour mieux comprendre l'organisation des trafics, les trajectoires d'engagement des jeunes et les impacts sur les territoires. Le cycle a également permis de questionner les stratégies d'action et de prévention, notamment auprès des mineurs et des jeunes majeurs. Très apprécié pour la qualité et l'utilité des apports, il a toutefois été jugé trop court, ouvrant la voie à une reconduction et un approfondissement en 2026.

13 JANVIER | 12 SEPTEMBRE

5 MAI

6 MAI



APPUI TERRITORIALISÉ

CISPD DE GRAND ORLY SEINE BIÈVRE - 91

1 rencontre

22
participations
Essonne

Les professionnels de la sécurité, de la prévention, de l'enfance jeunesse et de la médiation des communes essonniennes du CISPD Grand Orly Seine Bièvre ont participé à une matinée de sensibilisation sur les rivalités de quartiers, animée par Marwan MOHAMMED. Les participants ont cartographié les bassins de rivalités, identifié les points de tension de chaque commune, présenté les actions de prévention existantes et formulé des premières pistes de préconisations. Une seconde rencontre, consacrée au rôle et à l'impact des réseaux sociaux dans ces phénomènes, est prévue début 2026.

12 NOVEMBRE



APPUI TERRITORIALISÉ

CISPD DE GRAND PARIS SUD - SEINE ESSONNE SÉNART

7 rencontres

20
participations
Essonne

75
participations
Seine-et-Marne

À l'initiative du CISPD de Grand Paris Sud, nous avons poursuivi l'accompagnement et la montée en compétence des professionnels des CLSPD d'Essonne et de Sénart. Médiateurs, animateurs, responsables jeunesse, équipes de l'Éducation nationale et éducateurs ont participé à des matinées de sensibilisation et des journées de formation autour de préoccupations communes : harcèlement scolaire, parentalité et coé-

ducation, usages des écrans et des réseaux sociaux, prévention de l'entrée précoce dans le trafic de drogues, violences faites aux femmes.

Les groupes de travail ont renforcé l'interconnaissance, consolidé la dynamique de réseau - notamment avec les nouveaux territoires de la rive droite de l'Essonne - et permis des échanges approfondis à partir d'études de cas concrets.

31 JANVIER | 8 AVRIL | 13 MAI | 16 JUIN
1 JUILLET | 27 NOVEMBRE | 11 DÉCEMBRE



APPUI TERRITORIALISÉ

PAROLES D'HABITANTS

2 rencontres

30
participations
Val-de-Marne

Ressources Urbaines a accompagné deux ateliers dans des centres sociaux du Val-de-Marne dans le cadre de « *Paroles d'habitants des quartiers populaires* », visant à recueillir et valoriser les expériences de vie des habitants. Dans la continuité de la démarche engagée en 2024, initiée par la fédération des centres sociaux et les centres de ressources Politique de la ville, ces rencontres ont constitué un temps fort d'échanges autour de la thématique nationale des

causes de l'insécurité. Les participants ont partagé ressentis et situations vécues, faisant émerger une pluralité de facteurs du sentiment d'insécurité : cadre de vie, voisinage, accès aux services, fragilités sociales, etc.

Ces ateliers, véritables espaces de dialogue entre habitants et professionnels, ont également nourri l'ouvrage *Paroles d'habitants*, outil de capitalisation régionale.

11 ET 20 FÉVRIER

APPUI TERRITORIALISÉ

SÉMINAIRES DES GARDIENS

1 rencontre

18
participations
Seine-et-Marne

Dans le cadre de la GUSP, Ressources Urbaines a accompagné la Ville de Melun et les bailleurs pour une rencontre inédite dédiée aux gardiens d'immeuble, mettant en valeur leur rôle d'acteurs d'ultra proximité et favorisant les échanges.

Apports sur l'évolution du métier, discussions et ateliers autour de leur quotidien ont mis en évidence : la hausse des incivilités et des violences, des conditions de travail fragilisées, la difficulté à fixer des limites face

aux sollicitations. Les participants ont souligné la nécessité d'un soutien renforcé des employeurs, d'une meilleure reconnaissance institutionnelle et le besoin d'outils de communication adaptés. Le besoin de formations, de temps d'échanges réguliers et d'actions favorisant le lien social en pied d'immeuble est également ressorti. Cette rencontre a permis de dégager des pistes d'action communes et de renforcer la cohésion et le sentiment de soutien entre gardiens.

4 AVRIL



RÉSEAU DE PAIRS

SÉMINAIRE ADULTES-RELAIS

1 rencontre

73
participations
Val-de-Marne

À la demande de la préfecture du Val-de-Marne, Ressources Urbaines a organisé une journée réunissant médiateurs adultes-relais et employeurs. Après une intervention de la Ligue de l'enseignement sur les réalités

des QPV et le rôle des adultes-relais, des ateliers croisés ont permis de confronter les points de vue et d'identifier des besoins communs.

Les échanges ont porté sur cinq thèmes : rôle du médiateur, relation aux habitants, lien avec les employeurs, jeunesse et évolution des besoins dans les quartiers. La journée a fait émerger plusieurs constats partagés – complexité croissante des situations, besoin de formation, manque de reconnaissance – ainsi que des pistes pour renforcer la coordination territoriale et sécuriser les parcours professionnels.

13 NOVEMBRE

RÉSEAU DE PAIRS

SÉMINAIRE ADULTES-RELAIS ET EMPLOYEURS

1 rencontre

83
participations
Essonne

Accompagnement de la préfecture de l'Essonne dans l'organisation d'un séminaire départemental réunissant médiateurs adultes-relais et employeurs, afin de renforcer l'interconnaissance, sécuriser les parcours et

améliorer l'accompagnement des postes.

La matinée, dédiée aux médiateurs, a précisé le cadre du contrat adultes-relais, les droits et devoirs, ainsi que les perspectives d'évolution présentées par France Travail, la CAF et Uniformation. L'après-midi, destinée aux employeurs, a permis d'identifier les difficultés rencontrées – procédures administratives, besoins de formation, turnover, fragilisation associative – et de définir des pistes d'amélioration : renforcer la formation initiale, développer des outils de suivi, soutenir les petites structures et sécuriser les financements. Ce séminaire, jugé structurant, a favorisé des échanges utiles et ouvert des perspectives pour consolider le dispositif.

5 DÉCEMBRE

TRANSITION ET QUARTIERS & CULTURE

Dans les quartiers prioritaires, les enjeux culturels et écologiques revêtent une importance particulière, situés à la croisée des dimensions sociales, éducatives et environnementales. La dimension culturelle constitue un levier essentiel pour renforcer le pouvoir d'agir des habitants, soutenir leur expression et encourager leur participation à la vie du quartier. Elle contribue à la réduction des inégalités en facilitant l'accès à des pratiques artistiques et culturelles, reconnues comme des vecteurs d'émancipation, d'ouverture et de cohésion sociale.

Parallèlement, la transition écologique s'affirme comme un défi majeur nécessitant l'accompagnement des territoires vers des transformations durables, inclusives et adaptées aux spécificités locales. Dans les quartiers prioritaires, cette transition peut être freinée par des contraintes fortes telles que la précarité, le manque d'espaces disponibles, l'accès limité à l'information ou encore un sentiment persistant de relégation. Néanmoins, ces territoires se caractérisent également par un fort potentiel d'innovation sociale,

permettant l'émergence de projets concrets directement liés aux besoins du quotidien.

Les initiatives telles que l'agriculture urbaine ou l'économie circulaire, permettent notamment de reconnecter les habitants à la nature, de soutenir la biodiversité et d'ouvrir des perspectives autour d'une alimentation plus saine et locale. De même, les projets de rénovation urbaine répondent à la fois aux enjeux climatiques, économiques et sociaux, tout en contribuant à renforcer la cohésion et l'attractivité des quartiers.

Les initiatives culturelles et écologiques incitent par ailleurs au développement de dispositifs de coconstruction avec les habitants, condition essentielle à l'appropriation des projets et à leur pérennité.

Ressources Urbaines s'inscrit pleinement dans ces dynamiques en soutenant des actions de sensibilisation, de qualification des professionnels et de partage d'expériences. À travers ces interventions, nous contribuons à l'évolution des pratiques et à l'accompagnement des territoires dans la mise en œuvre de projets durables et inclusifs.

A close-up photograph of three women. One woman in the foreground is looking down with her eyes closed. Another woman in the middle ground is looking towards the right. A third woman in the background is partially visible on the right side. The image is warm-toned and has a soft focus.

Débats
2 demi-journées

Formations
4 demi-journées

Participations
333



FORMATION

ÉCONOMIE CIRCULAIRE ET RÉEMPLOI

1 rencontre

7
participations
Seine-et-Marne

Ressources Urbaines a organisé une journée de formation intitulée « *Économie circulaire et réemploi dans les projets de rénovation urbaine* », avec le soutien de la préfecture de Seine-et-Marne et en

partenariat avec l'École du Renouvellement Urbain, afin d'accompagner les acteurs des quartiers dans la transition écologique.

Animée par Alexandre BOUTON, architecte urbaniste et fondateur d'Urban Act & de la Remanufacture, cette journée a permis d'exposer les origines et les fondamentaux de l'économie circulaire, en précisant les distinctions entre réemploi, réutilisation, recyclage et les risques associés à des démarches de greenwashing.

La formation a également apporté des repères opérationnels pour l'élaboration d'une stratégie territoriale de réemploi, en identifiant l'ensemble des acteurs concernés, leurs responsabilités respectives et les conditions de gouvernance nécessaires à la bonne conduite des projets.

La journée a alterné apports théoriques, retours d'expériences et études de cas, complétés par un atelier collectif. Celui-ci a permis aux participants de présenter leurs projets, de confronter leurs pratiques et de coconstruire des points de vigilance adaptés à leurs contextes.

Enfin, des approfondissements thématiques ont été proposés autour de la sobriété, des plateformes de gisements, de la co-conception et de l'écologie industrielle territoriale. Ces éléments visent à renforcer la capacité des acteurs à intégrer le réemploi dans les projets de renouvellement urbain.

14 MAI





RENCONTRE

JOURNÉE DÉPARTEMENTALE CULTURE ET POLITIQUE DE LA VILLE

1 rencontre

300
participations
Seine-et-Marne

Ressources Urbaines a participé à l'animation d'une table ronde consacrée à la culture comme levier de développement personnel et professionnel, dans le cadre de la journée départementale « *Culture et Politique de la Ville* » organisée par la Préfecture, à La Ferme du Buisson à Noisiel. Cet événement a réuni plus de 300 participants autour d'une journée d'échanges dédiée à la place de la culture dans les quartiers prioritaires, qui a permis d'alimenter les débats des quatre tables rondes thématiques :

la place de la culture dans les nouveaux Contrats de ville ;
la culture comme levier de développement personnel et professionnel ;
l'encouragement de la participation active des habitants par la médiation culturelle ;
la culture comme vecteur de lien social et d'une société ouverte.

- la place de la culture dans les nouveaux Contrats de ville ;
- la culture comme levier de développement personnel et professionnel ;
- l'encouragement de la participation active des habitants par la médiation culturelle ;
- la culture comme vecteur de lien social et d'une société ouverte.

4 JUIN

FORMATION

AGRICULTURE URBAINE

1 rencontre

26
participations
Essonne

Ressources Urbaines a proposé une journée de formation dédiée à l'agriculture urbaine dans les quartiers prioritaires, afin d'accompagner les acteurs locaux dans la compréhension des enjeux et des leviers de mise

en œuvre de projets adaptés aux territoires. Cette journée a permis de clarifier les différentes formes d'agriculture urbaine (jardins collectifs, micro-fermes participatives, paysages comestibles, projets hors-sol...) et les objectifs associés, entre alimentation, lien social, pédagogie et biodiversité.

Les participants ont également réfléchi aux bénéfices escomptés de ces initiatives, tout en identifiant les principaux obstacles rencontrés en QPV (disponibilité du foncier, pollution des sols, contraintes économiques, enjeux de gouvernance et de sécurité).

La formation a fourni des repères méthodologiques pour structurer un projet, allant du diagnostic territorial et technique jusqu'à l'étude de faisabilité et la recherche d'un porteur de projet.

Enfin, les échanges ont mis en évidence l'importance d'une approche multi-acteurs, associant les habitants, les associations, les collectivités, les bailleurs et les partenaires du renouvellement urbain, pour garantir l'appropriation et la durabilité des actions engagées.

14 MARS

ACTIVITÉ RÉGIONALE

dans le cadre du réseau régional CRPV

ATELIERS RÉGIONAUX : « LA POLITIQUE DE LA VILLE EN ÎLE-DE-FRANCE »

23 MAI - 117 participations

La préfecture de Région Île-de-France et le réseau francilien des centres de ressources ont organisé quatre ateliers thématiques :

- la culture dans les QPV,
- l'articulation entre politique de santé et Politique de la ville,
- les rivalités de quartiers,
- la mise en œuvre de l'abattement TFPB.

Ces ateliers ont permis à des acteurs issus de différents horizons d'enrichir et de partager leurs connaissances, de présenter des actions et de formuler des préconisations pour renforcer l'action publique dans les territoires prioritaires ou impulser de nouveaux projets.

**Retrouvez les
actes des ateliers
régionaux ici**



RESTITUTION DE L'ÉTUDE D'IMPACT DES JO PARIS 2024 SUR LES PRATIQUES ET LA COOPÉRATION DES ACTEURS DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

27 JUIN - 33 Participations

Les centres de ressources Politique de la ville d'Île-de-France ont réalisé, avec l'appui d'un sociologue, une analyse de l'impact des Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) sur les pratiques professionnelles et les coopérations entre acteurs. L'étude s'est déroulée en trois étapes : un questionnaire en ligne, des entretiens ciblés pour recueillir des témoignages concrets, puis des focus groupes pour approfondir plusieurs thématiques. Les résultats ont été présentés en préfecture de Région et enrichis par une table ronde avec Dominique CHARRIER, Jean JOURDAN et Alexia GIGNON, qui ont apporté des éclairages complémentaires issus de leurs travaux sur les effets des JOP dans les QPV franciliens.

SÉMINAIRE : VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET LAÏCITÉ

11 DÉCEMBRE - 111 participations

Une journée régionale dédiée aux Valeurs de la République et à la Laïcité (VRL) s'est tenue le 11 décembre 2025, réunissant des professionnels franciliens. Elle visait à renforcer la compréhension du principe de laïcité, de ses fondements et de son cadre juridique. Les interventions en plénière ont rappelé repères historiques, droits et devoirs dans

le service public et relations avec les associations. L'après-midi, des ateliers ont permis d'analyser des situations professionnelles et de travailler posture et argumentation. Un volet sur la prévention de la radicalisation a complété la formation, afin d'outiller les participants dans leurs pratiques quotidiennes.



WEBNAIRE ÉVALUATION DES CONTRATS ENGAGEMENTS « QUARTIERS 2030 »

29 AVRIL - 203 participations

À la suite de la signature des Contrats Engagements « Quartiers 2030 » (CEQ 2030), les questions de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation représentent des enjeux majeurs pour les acteurs de la Politique de la ville, mobilisés aux échelles régionale, intercommunale et locale.

La préfecture de Région Île-de-France, en collaboration avec les centres de ressources Politique de la ville franciliens (CRPV), a ainsi proposé

un webinaire régional consacré à l'évaluation. Son objectif était de clarifier ce sujet et de poser les premières bases nécessaires à la construction des dispositifs de suivi et d'évaluation dans les territoires. L'intervention de Thomas KIRSZBAUM, sociologue et chercheur associé au Ceraps, a permis de mettre en perspective l'évaluation des différentes formes de contractualisation locale et d'en rappeler les fondamentaux, les enjeux ainsi que la notion d'impact.

JOURNÉE FRANCILIENNE DE LA MONOPARENTALITÉ

14 OCTOBRE - 194 participations

Organisée par les centres de ressources Politique de la ville d'Île-de-France au Palais de la Femme, cette journée a permis d'éclairer les réalités de la monoparentalité, de favoriser les échanges entre professionnels et d'alimenter une réflexion collective sur les politiques publiques à développer pour répondre aux besoins de ces familles. La matinée a apporté un cadre théorique et des données clés, notamment grâce à la conférence d'Alexandra PIESEN sur les situations et besoins des familles monoparentales en quartiers prioritaires. L'intervention conjointe de la référente parentalité de Ris-Orangis et de la Collective des mères isolées de Montreuil a illustré des leviers d'action concrets. L'après-midi a été enrichi par des retours d'expériences et d'initiatives menées en Île-de-France, nourrissant les échanges entre participants.

JOURNÉE D'ACCUEIL DES NOUVEAUX COORDONNATEURS DE SANTÉ

23 SEPTEMBRE - 76 participations

En 2025, **Ressources Urbaines, Promotion Santé Île-de-France et les Centres de ressources Politique de la ville franciliens** ont coorganisé une journée régionale d'accueil des nouveaux coordonnateurs santé à la Maison des Associations de Solidarité à Paris. L'objectif était de favoriser les rencontres entre acteurs, de présenter les enjeux des démarches locales de santé et de soutenir la prise de fonction des coordonnateurs ASV, CLS et CLSM.

La journée a alterné apports et échanges (présentations ARS/Préfecture, débat mouvant) ainsi que des ateliers sur des thématiques prioritaires : vieillissement, santé mentale des jeunes, périnatalité, santé environnementale, participation des habitants, alimentation.

Cette rencontre a répondu aux attentes en matière de partage d'expériences et de mise en réseau. Les retours soulignent un temps utile et structurant, renforçant une culture commune en promotion de la santé et facilitant la mise en œuvre des démarches dans les QPV.

ACTIVITÉ NATIONALE

dans le cadre du réseau national CRPV

GROUPE DE TRAVAIL « TRANSITION »

9 réunions en visioconférence

En 2025, Ressources Urbaines a participé au groupe de travail « *Transitions* » aux côtés d'autres centres de ressources pour aborder les enjeux de transition écologique et de justice sociale en QPV. Les rencontres ont nourri une dynamique interrégionale, en débattant des orientations 2026 et en valorisant les démarches engagées (mobilité, alimentation, adaptation climatique, écoles en transition). Le groupe a également coconstruit le site « *Quartiers et Transition juste* », pensé comme un outil ressource sur les enjeux sociaux et environnementaux. Les échanges ont porté sur son architecture, ses contenus et l'articulation entre politiques publiques et actions locales.

Ce travail collectif a renforcé les coopérations : organisation de webinaires communs, mutualisation de ressources et identification de besoins partagés.

GROUPE DE TRAVAIL « ÉDUCATION »

15 CRPV représentés

6 réunions en visioconférence

Des réflexions et ateliers d'échanges de pratiques ont porté différentes thématiques : « *Cordées de la réussite* », actualités, projets et événements éducatifs marquants des CRPV, ainsi que le contexte, les enjeux et les modalités d'animation de nos réseaux locaux ou régionaux, avec le partage de ressources et d'outils. Ces temps ont été complétés par des rencontres régulières de coconstruction et de coanimation avec l'ANCT : journées nationales dédiées aux Cités éducatives et au PRE, élaboration d'une étude sur les pratiques d'alliances éducatives, et finalisation du guide d'évaluation des Cités publié par l'ANCT.

PRÉSENTATION DE LA 7^e ÉDITION DU RAPPORT « PAROLES D'HABITANTS »

29 SEPTEMBRE - 160 participations

Ressources Urbaines a contribué à la 7^e édition du rapport « *Paroles d'habitants des quartiers populaires* », coordonné par la FCSF et le RN CRPV, consacré au thème : « *Se sentir en insécurité dans les quartiers populaires - sortir des clichés* ». L'association a participé à la concertation auprès des habitants, en recueillant leurs perceptions de l'insécurité et des formes de solidarité locales. La matinée de lancement a présenté les résultats, ouvert des ateliers d'échanges et permis un débat avec des acteurs politiques et institutionnels, rappelant l'importance du dialogue entre habitants et décideurs pour élaborer des politiques publiques plus adaptées.

LES 20 ANS DU PROGRAMME DE RÉUSSITE ÉDUCATIVE (PRE)

22 MAI - + 400 participations

En partenariat avec le réseau national des centres de ressources et l'ANCT

La rencontre a alterné rétrospective, échanges et témoignages de professionnels lors des tables rondes du matin. L'après-midi, des ateliers ont encouragé l'interconnaissance et le partage de pratiques à partir de cas concrets. En amont, une journée a réuni des PRE franciliens et ultramarins pour mieux se connaître, comparer leurs fonctionnements et identifier convergences et spécificités. Des ateliers « *World Café* » ont approfondi trois thèmes : les articulations entre PRE et autres dispositifs, les dynamiques partenariales et le référentiel de missions des référents de parcours au regard des réalités de terrain.



WEBINAIRES « LA PARTICIPATION SUR LE GRIL »

14 JANVIER, 11 MARS, 13 MAI, 24 JUIN
+ de 700 participations

Le groupe de travail « *Démocratie et quartiers populaires* » du Réseau national des CRPV a proposé un cycle de quatre webinaires intitulé « *La participation sur le gril !* ». Ce cycle interroge les conditions nécessaires pour que les habitants des quartiers populaires soient pleinement associés à la conception et à la mise en œuvre des politiques publiques qui les concernent, à travers des formes de participation multiples, évolutives et ascendantes. Les webinaires ont abordé de nombreuses questions. La démocratie, pour les habitants des quartiers populaires, peut-elle encore se résumer au vote ? Quelles voies pour inclure les habitants dans l'élaboration des politiques publiques ? Comment traduire la parole citoyenne en actions concrètes dans le Contrat de ville ? Entre intentions et réalisations : quelle portée démocratique de la participation en Politique de la ville ?

Retrouvez ces webinaires ici



JOURNÉE NATIONALE DES CITÉS ÉDUCATIVES

21 JANVIER - 436 participations

En partenariat avec le réseau national des centres de ressources et l'ANCT

Des ateliers, des tables rondes et des conférences ont offert des occasions de mieux se connaître et d'échanger autour de thématiques variées, relevant aussi bien de l'ingénierie que de la pédagogie : méthode de l'impact collectif, gestion du fonds de la cité, mobilité des 16-25 ans, alliance éducative, référentiel d'évaluation, rôle et place des CPO, prise en compte du contexte multiculturel, stratégie de communication, attention portée aux publics dits invisibles, etc.

GROUPE DE TRAVAIL « SANTÉ »

3 réunions en visioconférence

Poursuite de l'engagement au sein du groupe « *Santé* » du réseau national des CRPV, aux côtés de plusieurs centres de ressources (RésOVilles, Profession Banlieue, ORS CREAL Normandie, ORIV, Labo Cités, Villes & Territoires). Le groupe a renforcé l'interconnaissance et le partage d'actualités régionales autour des priorités de santé en QPV : santé mentale, alimentation, prévention, sport santé. La réunion du 10 juillet a permis un échange avec l'ANCT, ouvrant des pistes de coopération et mettant en lumière des enjeux émergents comme le vieillissement en QPV. Les membres ont également partagé leurs actions : journées territoriales, webinaires, démarches participatives, travaux sur la santé mentale des jeunes, la périnatalité et la précarité.

Le groupe a contribué à la réflexion nationale, notamment via une contribution 2026 sur la santé mentale et par l'analyse des nouveaux Contrats de ville. Ces rencontres ont confirmé la nécessité de renforcer les liens entre Politique de la ville et acteurs de santé, dans un contexte marqué par des difficultés d'accès aux données locales et de coordination territoriale.

JOURNÉE D'ACCUEIL DES NOUVELLES CITÉS ÉDUCATIVES

15 SEPTEMBRE - 145 participations

En partenariat avec le réseau national des centres de ressources, l'ANCT

De nombreuses Cités éducatives ayant été labellisées en 2025, cette journée a permis de les rassembler pour rencontrer l'équipe de coordination nationale, découvrir le label et les outils disponibles, entendre les témoignages de Cités plus expérimentées et approfondir, en ateliers, plusieurs thématiques telles que la coopération, la communication, les partenariats, les revues de projet, l'évaluation ou encore les alliances éducatives.




Photos : Jean LARIVE - Agence MYOP,
 L'équipe de Ressources Urbaines, vecteezy.com
 Rédactrice éditoriale : Valérie BENOIT
 Mise en page : Instant Urbain
 Imprimerie : ID-Imprim



DES COMPÉTENCES AU SERVICE DE LA VIE DES QUARTIERS



1, boulevard de L'Écoute-S'il-Pleut
91000 Évry-Courcouronnes
Tél. : 01 64 97 00 32
ressources-urbaines.org

